

Les opérations de maintien de la paix en Afrique et les organisations de la société civile : les cas de l'ONUMOZ (Mozambique) et de la MONUSCO (Congo)

Nick Kayembe Mayaya

Thèse soumise dans le cadre des exigences du programme de
Maîtrise ès arts Science politique

École d'Études Politiques
Faculté des Sciences Sociales
Université d'Ottawa

© Nick Kayembe Mayaya, Ottawa, Canada, 2017

Table des matières

INTRODUCTION	1
1 CADRE THÉORIQUE : QUELLE APPROCHE POUR LES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX ?	4
1.1 APPROCHE LIBÉRALE	6
1.2 APPROCHE ANTHROPOLOGIQUE	7
2 CADRE MÉTHODOLOGIQUE	11
3 CONTRIBUTION ET APPORT	13
CHAP I: ORGANISATIONS LOCALES ET LA PERSPECTIVE LOCALE	15
1 PERSPECTIVE LOCALE, UN CONCEPT MULTIVOQUE ?	15
2 MIEUX COMPRENDRE LA RELATION ENTRE LES OMP ET LES OLSC	22
CHAP II: ONUMOZ : COLLABORATION DES ORGANISATIONS MOZAMBICAINES	26
1 SOCIÉTÉ CIVILE MOZAMBICAINE : HISTORIQUE ET CONTEXTE	27
2 ONUMOZ ET LONGUE MARCHÉ VERS LA PAIX	29
3 ORGANISATIONS MOZAMBICAINES ET LA LUTTE POUR LA PAIX	33
4 ACCORD GÉNÉRAL DE PAIX DE ROME : ORGANISATIONS MOZAMBICAINES, ACTEURS CLÉS DANS LA CONCRÉTISATION DE LA PAIX ?	42
CHAP III : PROCESSUS DE PAIX EN RDC	49
1 SUCCÈS ET ÉCHECS DE LA MONUSCO	53
1.1 SUCCÈS MONUSCO	53
1.2 ÉCHECS MONUSCO	55
1.3 COMMENT EXPLIQUER LA PERSISTANCE DE LA VIOLENCE, MALGRÉ LA PRÉSENCE DE LA MONUSCO ?	56
2 MONUSCO ET LES ACTEURS LOCAUX	58
2.1 MONUSCO : PRÉDOMINANCE DE LA DIPLOMATIE OFFICIELLE ?	58
2.2 SOCIÉTÉ CIVILE CONGOLAISE : HISTORIQUE ET CONTEXTE	62
2.3 SOCIÉTÉ CIVILE CONGOLAISE : AGENT DE PAIX ?	63
3 MONUSCO ET LES ORGANISATIONS LOCALES : UNE COLLABORATION LIMITÉE ?	69
CHAP IV : LES ORGANISATIONS LOCALES DANS LE PROCESSUS DE PAIX, QUELLE DIFFÉRENCE ?	77
1 LES ORGANISATIONS LOCALES ONT-ELLES PRIS PART AUX NÉGOCIATIONS DE PAIX ?	78
2 LES BÉNÉFICIAIRES DES OMP SE SONT-ILS APPROPRIÉ LES ACCORDS DE PAIX ?	81
3 LA COLLABORATION DES ORGANISATIONS LOCALES EST-ELLE SUFFISANTE POUR PAIX DURABLE ?	82
CONCLUSION: QUE RETENIR DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN PAIX DE L'ONU	86

CHRONOLOGIE DES CONFLITS	92
1 MOZAMBIQUE	92
2 RDC	94
BIBLIOGRAPHIE	96
AUTRES SOURCES	102

LISTE DES ACRONYMES

- ACLED** : Armed Conflict Location and Events Data Project
- AGP** : Accord général de paix (AGP)
- CCM**: Christian Council of Mozambique
- CEI**: Commission électorale indépendante
- CNDP** : Campagne nationale pour la paix durable
- CNONGD** : Conseil national des ONGs de développement
- CNS** : Conférence nationale souveraine
- DIC** : dialogue Intercongolais
- FARDC**: Forces armées de la République Démocratique du Congo
- FDLR**: Forces armées de Libération du Rwanda
- FRELIMO**: Front de libération du Mozambique
- LWMAP**: Liberian Women’s Mass Action for Peace
- MLC**: Mouvement de libération du Congo
- MONUC**: Mission des Nations-Unies en République démocratique du Congo
- MONUSCO**: Mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
- OI**: Organisation internationale
- OLSC**: Organisations locales de la société civile
- OMP** : opération de maintien de la paix
- ONG**: organisation non gouvernementale
- ONU**: Organisation des Nations Unies
- ONUC**: Opération des Nations Unies au Congo
- ONUMOZ**: Opération des Nations Unies au Mozambique
- RDC**: République démocratique du Congo
- RCD**: Rassemblement congolais pour la Démocratie
- RENAMO**: Résistance nationale mozambicaine
- SADC**: Southern African Development Community
- SDN**: Société des Nations

INTRODUCTION

Créée sur les ruines de la Société des Nations (SDN) et à la suite des affres de la Deuxième Guerre mondiale, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a eu pour mission d'œuvrer aux règlements pacifiques des conflits armés et d'instaurer la paix dans le monde. Ces objectifs ont suscité chez les plus optimistes l'espoir de voir fleurir un monde sans guerre. Aujourd'hui, il n'est pas exagéré de dire que ce rêve est entaché de plus d'échecs que de réussites. Des opérations de maintien de la paix (OMP), y compris celles marquées par le recours à la force, ont jalonné l'implication de l'ONU, dans la réalisation de ces objectifs. En effet, depuis sa toute première mission de paix en 1956, qui visait à résoudre la crise du canal de Suez opposant l'Égypte à l'Israël, la France et la Grande-Bretagne (Sanguin, 2014), l'ONU a aligné plus d'une soixantaine des missions, dont 47 sont officiellement terminées alors que 16 missions sont actuellement en cours (ONU, fiche technique, sept. 2014). Parmi celles-ci, on compte : la Mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, (MONUSCO), autrefois appelé Mission des Nations-Unies en République démocratique du Congo (MONUC). Cette mission, dont le mandat a commencé en novembre 1999, semble être la mission la plus importante de l'histoire de l'organisation (ONU 1999; Autesserre 2010, Clark 2011; Afrique Magazine, fév. 2014). Avec un personnel civil et militaire de plus de 22000 membres et 1,3 milliard de budget annuel (Fiche technique, 2016), la MONUSCO peine toujours à rétablir la paix dans l'Est de la RDC. Par contre, l'opération des Nations-Unis au Mozambique (ONUMOZ), avec un effectif et un budget beaucoup plus faible, a su accomplir sa mission en seulement 2 ans. De ce fait, les ressources allouées à une mission ne sont pas garantes de son succès. Au-delà des moyens financiers, militaires et matériels qui ont pu être affectés à

l'ONUMOZ tout comme à la MONUSCO, nous explorons l'hypothèse selon laquelle le succès de l'ONUMOZ s'explique entre autres par une participation élevée de la population locale au processus de paix, alors que la MONUSCO s'est contentée d'une faible participation de celle-ci.

Ce travail s'intéresse aux opérations de maintien de la paix de l'ONU. Au regard de l'ONUMOZ et de la MONUSCO, il tente de faire une évaluation de l'accomplissement de ces missions, à partir d'un point de vue local. Autesserre (2010) et Doyle et Sambanis (2000) s'entendent pour dire que toute stratégie d'intervention doit être coordonnée de sorte à répondre aux sources locales des conflits. Or, à la lumière de ses recherches sur le terrain dans la région du Kivu, Autesserre (2010, p. 1) remarque que : « International peacebuilders have their own world, with its own rituals, its own customs, its own beliefs, [...], in brief, its own culture. This peacebuilding culture shaped the intervention strategy in the Congo. And, tragically, as the Congo progressed through a transition from war to peace and democracy, the intervention failed. » Dans un autre ouvrage publié quelques années plus tard, l'auteure soutient que : « international interveners rely upon thematic rather than country expertise and regularly ignore insights from local stakeholders. » (Autesserre, 2014, p. 59). À la lumière de l'ONUMOZ et de la MONUSCO, la question centrale de ce travail se pose donc comme suit : De quelles manières les relations entre les opérations de maintien de la paix et les organisations locales de la société civile (OLSC) influent-elles sur la production de la paix dans les pays en conflit ?

Ainsi, la thèse de ce travail se formule de la manière suivante : Le développement de relations plus denses et intégrées entre l'ONUMOZ et les OLSC, en l'occurrence les églises, ont contribué à l'instauration d'une paix durable au Mozambique, alors que les interactions limitées et faibles entre la MONUSCO et les organisations locales de la société civile expliquent, en

partie, l'incapacité de la mission à atteindre pleinement son objectif de paix durable dans l'Est de la RDC. À ce sujet, il semble pertinent de préciser que la participation des organisations locales en général, et des églises en particulier, à l'instauration de la paix ne constitue guère l'unique cause de la paix au Mozambique. La thèse soutient qu'il s'agit d'un élément essentiel à la paix, mais elle ne prétend pas que le savoir-faire des acteurs et organisations locaux soit une cause suffisante. Plusieurs autres variables telles que les incitatifs politiques et économiques, la complexité du conflit, le nombre d'acteurs ainsi que la taille du territoire concerné sont autant de facteurs qui peuvent conduire au succès ou à l'insuccès d'un accord de paix. Ceci étant dit, ce travail veut se concentrer sur l'apport des organisations locales au processus de paix et voir comment celui-ci influence sur la production de la paix.

Le conflit au Mozambique opposait le gouvernement FRELIMO au groupe rebelle RENAMO et l'opération des Nations unies s'étendait à l'ensemble du pays. Par contre, la mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC était, quant à elle, essentiellement concentrée dans l'Est du pays, où l'armée congolaise s'opposait aux troupes de plusieurs pays frontaliers et à des groupes rebelles locaux et extérieurs. Quand bien même la signature de l'accord de Sun City avait pour objectif de mettre théoriquement fin à la deuxième guerre du Congo, Onana et Taylor (2008, p. 503) observent que l'Est de la RDC restait lourdement militarisé et occupé par une multitude de groupes armés congolais, des forces rebelles et des milices, ainsi que des groupes armés du Rwanda et de l'Ouganda. Ainsi, afin de refléter la géographie des opérations de l'ONU dans les deux pays, l'analyse sur le Mozambique couvrira une bonne partie du pays, alors qu'en RDC l'analyse va se limiter à la région de l'Est, et portera principalement sur l'Ituri et le Kivu.

Finalement, l'analyse va largement se concentrer sur la contribution des églises mozambicaines réunies au sein du Christian Council of Mozambique (CCM), et sur les ONG locales, telles que le Conseil régional des ONG de développement (CRONGD), le Comité national femme et développement (CONAFED) ou encore la campagne nationale pour la paix durable (CNPD). Elle va également démontrer qu'au sein de ces collectifs d'associations dites de la société civile, les relations non pas toujours été harmonieuses. Les relations au sein de ces groupes sont souvent politisées et caractérisées par beaucoup plus d'hétérogénéité que d'homogénéité. Chaque groupe voulant faire valoir un savoir-faire local qui n'est pas nécessairement partagé par les autres groupes, les luttes pour le positionnement, le pouvoir et les intérêts sont autant de facteurs qui, par moment, viennent affaiblir ces organisations locales et ternir la crédibilité dans le processus de paix.

1 Cadre théorique : Quelle approche pour les opérations de maintien de la paix ?

Le concept d'établissement de la paix fait référence à un processus auquel sont conviés les belligérants afin de mettre fin au conflit de manière pacifique (Diehl, 1998; Sanguin, 2014). Dans la littérature portant sur les résolutions des conflits, deux tendances théoriques semblent se dégager. D'un côté, celle des internationalistes qui s'inspirent du paradigme libéral préconisant une approche du « haut vers le bas » (top down). De l'autre, celle des anthropologues qui prônent une stratégie du « bas vers le haut » (bottom up) (Autesserre, 2011; Chandler, 2005) qui laisse place à la participation et la collaboration des acteurs locaux.

Il est important de noter qu'autant pour les internationalistes que les anthropologues, la diversité des pratiques, les représentations culturelles et le contexte demeurent des fondements incontournables avec lesquels il faut composer. L'origine culturelle, tant des intervenants que des bénéficiaires, dans toute leur diversité, forge la compréhension et la perception du monde et de la société qui nous entoure (Rubinstein, 2008; Paris, 2004). Il importe de comprendre que la culture est un concept large et celui-ci peut comprendre les imaginaires et représentations symboliques ainsi que les pratiques structurées, qui organisent le domaine du 'pensable' dans des communautés données. Il peut s'agir certes d'ensembles sociaux associés à des communautés dites ethniques, mais aussi organisationnelles (les pratiques structurées propres à la culture d'une organisation comme l'ONU, voire à des sous-groupes au sein même de l'ONU). Toutefois, la définition de « culture » ne fait pas référence à une vision essentialiste, homogène et figée. Ce vécu culturel dont nous sont tous détenteurs peut, à son tour, être générateur de conflits et nuire à l'effort de paix (Rubinstein, 2008; Autesserre 2011b). Le vécu culturel façonne la compréhension et la perception que l'on se fait du conflit, tout en déterminant le choix des stratégies que l'on adopte pour y répondre (Duffey, 2000; Chandler, 2005). Quant au deuxième point d'accord, les chercheurs pensent que « les cadres d'intelligibilité influencent les interventions plus profondément que les contextes politiques, économiques et sociaux ou les intérêts établis et les contraintes matérielles » (Autesserre, 2011, p. 156). Autrement dit, la perception des contraintes, des intérêts et des contextes est dépendante de la grille culturelle, normative et idéologique des acteurs (Rubinstein, 2008).

1.1 Approche libérale

Depuis la fin des années 90, la littérature sur les opérations de maintien de la paix laisse entrevoir que de nombreux auteurs se sont inspirés du paradigme libéral pour analyser les interventions de paix de l'ONU (Paris, 2003; Autesserre, 2010). Les nouveaux conflits post-guerre froide sont associés à la faiblesse de l'État, incapable de faire assoir son autorité sur l'ensemble de son territoire (Hellmuller, 2013). Par exemple, Fukuyama cité par Hellmuller (2013, p. 221) trouve que « 'state-building is one of the most important issues for the world community because weak or failed states are the source of many of the world's most serious problems' ».

Partant de cette observation, la culture libérale qui forge les opérations de maintien de la paix voudrait que le remède administré aux conflits préconise une approche du haut vers le bas privilégiant entre autres le désarmement, la réinsertion des rebelles dans l'armée nationale, l'instauration d'une économie libérale, la promotion des droits de la personne et de l'État de droit, mais surtout l'organisation des élections (Autesserre, 2010; Paris, 2003, Hellmuller, 2013; Bussy et Gallo, 2016, Vircoulon, 2005). Les partisans de la théorie libérale qui analysent les opérations de maintien de la paix partagent l'idée selon laquelle tout changement au niveau national, régional ou international devrait, *de facto*, se répercuter au niveau local et rural (Autesserre, 2010). Ils ne s'attardent donc pas aux conflits et dynamiques locaux qui, semble-t-il, relèvent des affaires internes et sont relégués aux autorités gouvernementales pour les résoudre (Autesserre, 2010).

Classée comme un État faible, la RDC est aujourd'hui un patient à qui l'on a administré la pilule libérale depuis plus de 15 ans maintenant, sans que celle-ci n'aide l'État à reprendre le contrôle de ses frontières. L'exemple de la RDC n'étant pas le seul, la grille libérale de lecture des conflits a fait l'objet de plusieurs critiques. Pour Hellmuller (2013), la faiblesse de la théorie libérale s'explique par son inadaptabilité au contexte local. Dans la même logique d'idée, Bussy et Gallo, qui commentent une idée avancée par Hellmuller, observent que « Young Western interns and volunteers enter unfamiliar contexts and spaces to instruct older and more experienced Congolese community leaders in how to build peace » (Bussy et Gallo, 2016, p. 320) sans avoir fait, au préalable, un diagnostic qui permet de déterminer avec assurance que la solution privilégiée va résoudre le problème. Autesserre (2010) fait le même constat en démontrant que la prédominance de la culture libérale dans les opérations de maintien de la paix se fait au détriment des perspectives locales. Autrement dit, les populations locales participent moins aux processus de paix.

1.2 Approche anthropologique

Les anthropologues avancent l'idée selon laquelle le manque de connaissance de la culture locale est l'une des causes principales de l'insuccès des missions pacificatrices de l'ONU (Rubinstein, 2008, p. 41, Autesserre 2010 et 2014, p. 69-71). À ce sujet, Richard Jackson (2005) soutient que le diagnostic erroné des nouveaux conflits internes qui ont émergé à la chute du mur de Berlin a entraîné l'administration d'un remède ne répondant pas à la maladie dont il est question. Par exemple, l'on observe que la tenue des élections ou encore le retour d'un état fort ne permet pas, pour autant, de mettre fin à la guerre (Hellmuller, 2013).

De manière directe, les approches par le bas viennent remettre en cause celles par le haut, en insistant sur la carence culturelle qu'accusent les intervenants internationaux. Le déficit culturel est un facteur qui justifierait l'exécution des programmes des opérations de maintien de la paix qui sont peu adaptés au regard des réalités sur le terrain d'intervention (Autesserre, 2014; Rubinstein, 2008). Les stratégies et techniques employées, plutôt que d'apporter la paix, ont l'effet contraire d'exacerber les conflits (Autesserre, 2010; Rubinstein, 2008, Jackson), ce qui va à l'encontre de la philosophie même des OMP.

Au sein de l'approche anthropologique du maintien de la paix, l'on retrouve la théorie de la collaboration, qui sera privilégiée pour ce travail. Cette perspective qui invite à la collaboration entre les organisations internationales (OI) et les organisations locales semble pertinente parce qu'elle amène à faire une lecture différente de celle des discours officiels sur la consolidation de la paix, bien que cette collaboration soit très rare. La négligence de la perspective locale rend inefficaces et contre-productifs les efforts de consolidation et de stabilisation de la paix (Autesserre, 2014, p. 82). Au regard des échecs qu'ont connus plusieurs opérations de l'ONU en Afrique, une nouvelle lecture des OMP, concentrée sur la collaboration avec les organisations locales de la société civile, s'impose.

Face aux barrières culturelle, politique, sociale, économique ainsi que par ignorance des réalités locales, le personnel civil et militaire qui travaille sous la bannière des opérations de maintien de la paix se trouve souvent confronté à des difficultés qui rendent inapplicables les connaissances thématiques qu'ils possèdent (Autesserre, 2014, p. 82). En même temps,

l'interdépendance et la concurrence entre étrangers et locaux ne cessent de s'accroître. La prédominance de l'expertise thématique sur les savoir-faire locaux (Evans-Kent et Bleiker, 2003) est source de méfiance mutuelle entre autochtones et expatriés (Autesserre, 2014, p. 82). De plus, elle représente une barrière considérable à la collaboration. Par conséquent, les actions des uns se font en marge de celles des autres, créant ainsi des effets non voulus et contre-productifs. Or, l'avancement de l'objectif du maintien de la paix implique l'identification, l'implication et la coordination des différentes parties concernées, aussi bien les intervenants que les bénéficiaires, car chacun est détenteur d'une pièce du puzzle (Autesserre, 2009 et 2010 ; Pouligny, 2006).

Étant donné que ce travail s'intéresse au maintien de la paix, on ne peut se passer de clarifier cette notion qui devient de plus en plus difficile à définir. Il est essentiel de souligner qu'avec les guerres dites nouvelles, la frontière entre paix et guerre devient de plus en plus floue (Keen, 2000; Linhardt et de Bellaing, 2013). L'état de guerre s'est invité en temps de paix et le contraire est également vrai, si l'on se fie à l'argument qu'avance Linhardt et de Bellaing. Les auteurs soutiennent qu'il est « de plus en plus difficile » dans les guerres d'aujourd'hui de non seulement déterminer la « victoire » des uns et la « défaite » des autres, mais également d'établir le début et la fin d'un conflit (Linhardt et de Bellaing, 2013, p. 14-15). À cet effet, l'on peut rappeler que le conflit en RDC qui était initialement binaire n'a cessé de se transformer en devenant de plus en plus complexe jusqu'à la situation que nous connaissons aujourd'hui. De plus, les auteurs qui se concentrent sur le concept de la paix réalisent que celle-ci est devenue illusoire, car derrière la paix se cache une menace pérennante de la guerre. Ainsi, la question de savoir « to what extent can a society be said to be at peace when it is planning for war? » (Keen, 2000, p. 9) devient pertinente. Linhardt et de Bellaing constatent que la guerre qui, autrefois, était

temporellement et spatialement définie est devenue l' « ordinaire » qui fait parti du quotidien des populations civiles. De son côté, Keen observe que la paix, de nos jours, est modelée de sorte à institutionnaliser l'état de guerre. Ainsi l'auteur parle d'une paix à double sens, dans la mesure où elle profite aux uns au détriment des autres.

De quelle paix parle-t-on ? À qui profite-t-elle ? Quels en sont les termes ? Quels sont les groupes ou les individus qui participent à la table des négociations ? Ces questions soulevées par les auteurs nous amènent à réfléchir sur le concept même de la paix et comprendre qu'il y a, en effet, comme c'est le cas avec les savoir-faire locaux et l'expertise internationale, plusieurs versions de paix et certaines versions font autant de victimes que la guerre elle-même. Qu'à cela ne tienne, malgré l'absence de données fiables compilant le nombre de morts directement lié aux conflits mozambicain et congolais, il convient de reconnaître qu'après l'accord de paix et les premières élections, le nombre des victimes du conflit au Mozambique a considérablement diminué. En revanche, en RDC et dans l'Est du pays en particulier, le décompte des victimes se fait presque au quotidien. Signe que le pays n'a pas encore atteint le niveau de paix voulu par l'accord global et inclusif sur la transition en RDC (Sun City 2002). Si l'on prend la base de données de l'ACLED (Armed Conflict Location and Events Data Project), qui portent sur les violences et les conflits armés dans le monde depuis 1997, on constate qu'il y a eu 881 décès liés aux tensions entre les protagonistes au Mozambique de 1997 à la fin 2016. Par contre, les données de l'ACLED sur la RDC montrent que l'on a dépassé les 20 000 morts depuis les accords de paix (2002 à 2016). Le Mozambique a donc atteint un degré de stabilité et de paix social qui, s'il est loin d'être idéal, est nettement supérieur à celui de la RDC qui continue de dénombre les massacres mois après mois, et ce, sans aucun signe d'apaisement à l'horizon.

2 Cadre méthodologique

Ce travail va s'appuyer sur une méthodologie de recherche largement utilisée dans les sciences sociales et dans la science politique : la comparaison de l'ONUMOZ et de la MONUSCO. Plus précisément, c'est le degré d'intégration du savoir-faire local des organisations religieuses au processus de paix au Mozambique et le niveau d'intégration du savoir-faire local des organisations congolaises dans la région de l'Ituri et du Kivu qui seront mis en parallèle afin d'en démontrer l'impact sur la construction de la paix.

L'étude de cas à l'avantage de fournir une connaissance aussi large que possible du sujet d'étude tout en permettant d'isoler et d'analyser davantage les éléments que l'on trouve pertinents au regard de l'objet d'étude (Gagnon, 2012). C'est une « *méthode de recherche [...] appropriée pour la description, l'explication, la prédiction et le contrôle de processus inhérents à divers phénomènes, individuels ou collectifs* » (Gagnon, 2012, p. 2). D'une part, la description va permettre de s'attarder sur les acteurs des organisations locales de la société civile. D'autre part, l'explication servira à démontrer comment les actions entreprises par les organisations locales contribuent à l'effort de paix. Les deux cas soumis à la comparaison, l'ONUMOZ et la MONUSCO permettent d'établir des convergences et des divergences, en termes d'intervention des OMP, mais aussi et surtout en termes de collaboration avec les organisations locales.

Au-delà des atrocités constatées dans les deux cas, l'ONUMOZ et la MONUSCO seront analysés au regard de la variable indépendante importante, la place accordée aux OLSC, et au niveau de la résultante : « paix durable ». On pourrait ainsi saisir de quelles manières, dans le

premier et dans le second, des efforts ont été consentis pour qu'une place soit cédée aux organisations locales. De la même manière, on pourrait déterminer, dans un cas comme dans l'autre, le rôle joué par les organisations locales de la société civile dans la recherche de la consolidation de la paix.

La résultante est bien différente entre les deux cas. Au Mozambique, l'accord de paix de 1992 a débouché sur des élections historiques qui ont stabilisé le pays, aujourd'hui compté parmi ceux ayant connu une paix durable¹ (John et Kew, 2008 ; Naido, 2000) après une intervention onusienne. En ce qui concerne la RDC, on se rappellera que plusieurs accords de paix ont été signés, dont l'un qui conduira aux toutes premières élections en 2006 (Autesserre, 2010). Toutefois, cela n'a pas empêché la résurgence des conflits et la naissance de plusieurs groupes et sous-groupes armés (Englebert et Tull, 2013).

Pour arriver à bout de ce travail, plusieurs sources scientifiques et journalistiques seront consultées. Les livres, les revues et les articles scientifiques constitueront les ressources principales de cette recherche. Par contre, la littérature scientifique est limitée et la plupart des textes datent des années 90. La littérature anthropologique et ethnographique qui s'efforce d'analyser les opérations de maintien de la paix d'un point de vue local est relativement restreinte. D'autres sources telles que les résolutions de l'ONU, des rapports des organisations locales, nationales, régionales et internationales seront également mobilisés. De même, des

¹ Il est important de noter que depuis 2013 il a été observé une résurgence des violents conflits au Mozambique entre FRELIMO et RENAMO. Ces violences ont causé plusieurs morts et des civils déplacés qui se sont réfugiés dans les

discours et des déclarations, autant des dirigeants que des citoyens ordinaires, sans oublier les textes des différents accords signés, seront également utilisés pour enrichir le travail.

3 Contribution et apport

Plusieurs études se sont intéressées aux relations entre les opérations de maintien de la paix de l'ONU et les organisations locales. Parmi celles-ci, certaines ont traité des relations entre les Casques bleus et les ONG dans l'allocation des ressources et/ou la consolidation de la paix, de même que dans l'émergence de la démocratie (Pouliny, 1999; Abiew, 2003; Ramarajan et al. 2004). Moins nombreuses sont les études qui se sont intéressées à la collaboration, la coopération et l'interaction entre les organisations locales de la société civile et les opérations de maintien de la paix, de même que l'impact de celles-ci sur l'effort de paix. C'est le cas, en ce qui concerne les études portant sur la MONUSCO et l'ONUMOZ. De même, d'autres recherches se sont focalisées sur les relations entre les OMP et les organisations non gouvernementales internationales ou occidentales, mais rares sont celles qui portent une attention particulière aux organisations locales de la société civile. Or, les organisations civiles locales sont souvent présentes sur le terrain avant et après le drame. Leur présence a l'avantage de précéder celles des organisations internationales. De plus, les organisations locales maîtrisent mieux le terrain d'action, elles ont une connaissance approfondie des réalités locales, le mode de vie, la culture, les mœurs et les coutumes (Autesserre, 2010; Burinstein, 2008).

Tel qu'il a été démontré dans la section théorique, il va sans dire que plusieurs travaux anthropologiques, sociologiques et ethnographiques se sont efforcés d'étudier l'impact du bagage

culturel sur les opérations de maintien de la paix, ouvrant ainsi la porte à plusieurs pistes de réflexion. C'est sur l'une de ces pistes que veut se pencher ce travail qui entend apporter sa modeste contribution à la littérature existante et répondre à des questions diverses de prise en considération et de participation des populations locales dans les opérations de paix. Cette préoccupation peut se traduire avec des questions du genre : les populations locales participent-elles aux OMP et à leur exécution, ou ces programmes leur sont-ils simplement imposés ? Si elles sont impliquées, quel est leur rôle et le résultat obtenu ? Si elles ne sont pas impliquées, le résultat est-il le même ? Boycottent-elles les OMP lorsqu'elles pensent être mises en marge de toute initiative ? Voilà autant de questions auxquelles ce travail, adossé sur les approches « par le bas », espère trouver des réponses qui pourront ouvrir une nouvelle grille de lecture des opérations de maintien de la paix.

CHAP I: ORGANISATIONS LOCALES ET LA PERSPECTIVE LOCALE

1 Perspective locale, un concept multivoque ?

Ce chapitre se propose de mettre en lumière la notion du « local », car, en effet, la perspective locale est une notion large qui peut varier d'un groupe à un autre sur un même territoire. La première partie va définir ce que l'on entend par organisation locale tout en mettant à jour les complexités que renferme le « local » ; avant de montrer que les organisations locales ont adopté la stratégie du nombre afin de se revendiquer être légitime et représentatif. La dernière partie, quant à elle, montre qu'en dépit de ces divergences, les organisations locales restent des acteurs majeurs avec lesquels il faut composer dans le processus de paix.

Une organisation locale de la société civile peut être comprise comme une organisation ayant son siège social dans le pays où sont concentrées ses activités et dont les membres, les employés et les dirigeants sont des locaux. Les activités desdites organisations peuvent être diverses, allant de la défense des droits de la personne, en passant par la promotion de la sécurité, à la construction de la paix. Comme nous l'expliciterons plus bas, cette définition ne suppose toutefois pas qu'il y a unanimité des intérêts ou même qu'il y a absence d'antagonismes entre ces organisations locales, bien au contraire. Mais pour l'instant, insistons d'abord sur le fait que, contrairement aux intervenants internationaux qui sont détenteurs de l'expertise thématique ou internationale, les organisations locales de la société civile peuvent se vanter de détenir le savoir-faire local qui représente l'autre composante importante au maintien de la paix (Autesserre, 2014a ; Donais, 2009). Celui-ci s'acquiert notamment par un vécu prolongé dans une région ou

par son étude dans le but d'en être expert. Le savoir-faire local se traduit par une connaissance approfondie de l'histoire, la culture, la population de ladite région ; la maîtrise des dynamiques politiques, économiques et sociales (Autesserre, 2014a, p. 69 ; Donais, 2009, p. 11), et la connaissance des différents belligérants du conflit, de son historique, et des modes d'opération des différents groupes (Vines et Wilson, 1995). Tel qu'il a été montré par les approches anthropologiques, le bagage culturel des uns et des autres détermine la perception que l'on se fait du conflit. À son tour, la perception détermine les stratégies et les mesures à suivre afin de résoudre le conflit (Talentino, 2007). Puisqu'il existe plusieurs savoir-faire locaux, qui peuvent varier d'un groupe à l'autre ou encore au sein d'un même groupe, ce travail va majoritairement se baser sur le savoir-faire local des ONG de l'est de la RDC (Ituri et Kivu) et sur celui des organisations religieuses pour ce qui est du Mozambique.

La maîtrise du contexte local est cruciale pour les opérations de maintien de la paix, et ce, pour diverses raisons. Si les opérations de maintien de la paix ont pour but de changer les conditions qui perpétuent les conflits, mieux comprendre les causes desdites conditions s'avère déterminant pour le succès d'une opération. Les dynamiques des conflits étant locales et pouvant varier d'une localité à une autre, d'une province à une autre, d'un pays à un autre, les comprendre ne peut qu'être avantageux dans la quête de la paix. Les motivations des uns et des autres, les alliances et les antagonismes, l'historique du conflit, pour ne citer que ceux-là, sont autant d'éléments permettant de déterminer quel acteur approcher et, ultimement, quelle stratégie adopter pour un résultat efficace (Autesserre, 2014a, p. 70). En effet, si l'on partage l'avis de Bussy et Gallo (2016), une meilleure connaissance de la culture locale conduit à une plus grande collaboration entre intervenants et bénéficiaires, pour une paix durable.

Des nombreux auteurs ont démontré que le savoir local influence la perception que l'on se fait d'un conflit ainsi que la solution à y apporter. Dans ce sens, Talentino (2007) observe que les choix sont déterminés et limités par les perceptions. Pour reprendre les mots de l'auteure, « Perceptions shape both the menu of choices available and the likely selection from that menu » (Talentino, 2007, p. 153). Les autorités gouvernementales, les partis d'opposition, les autorités locales, les chefs traditionnels, les organisations de la société civile de même que les citoyens sont tous détenteurs du savoir-faire local. Pour autant, leur perception du conflit n'est pas la même (Talentino, 2007). De plus, ils ne partagent pas les mêmes solutions, et non pas non plus les mêmes intérêts. Pour les uns la solution au conflit se trouve dans la réinstauration de l'autorité de l'État en l'armant des institutions fortes, capables d'assurer le contrôle à l'intérieur des frontières étatiques (Paris, 2003; Autesserre, 2010; Hellmuller, 2013; Bussy et Gallo, 2016). Pour les autres, la paix se définit en terme relationnel et la solution aux conflits passe par « the promotion of peaceful cohabitation with neighbours and the resolution of land conflicts » (Hellmuller, 2013, p. 222). D'autres encore accordent beaucoup plus d'importance aux mécanismes de vérité et réconciliation qui permettent, semble-t-il, de panser les blessures psychologiques de la guerre (Hellmuller, 2013). C'est pourquoi, n'étant pas en mesure de prendre en compte le savoir-faire local dans sa multitude et sa diversité, ce travail va préconiser la perspective des ONG locales, pour ce qui est de la RDC et des organisations religieuses, pour ce qui est du Mozambique.

Il importe toutefois de nuancer les approches par le bas qui mettent de l'avant le rôle primordial des organisations et acteurs locaux. S'il est indéniable, comme le suggère notre hypothèse, qu'une approche qui ne privilégie que la vision des acteurs internationaux explique en bonne partie les échecs des opérations de maintien de la paix, et qu'il importe donc de considérer

le rôle des acteurs locaux, il importe de ne pas sursimplifier la nature de ces acteurs locaux. On peut ainsi se demander, à propos de ces acteurs, qui fera le choix des interlocuteurs internationaux une fois sur le terrain? Les détenteurs du savoir local partagent-ils tous la même vision de la paix et de la guerre? Les uns et les autres ont-ils les mêmes objectifs sociaux, économiques et politiques? Qui décide de la représentativité des organisations locales? C'est pourquoi il est essentiel de mettre à jour la complexité du jeu politique dans lequel s'insèrent les acteurs locaux. Démontrer l'importance d'une prise en compte des organisations civiles locales ne consiste donc pas à caricaturer une réalité qui est bien sûr très complexe.

Ainsi, au regard de ces approches et perceptions divergentes d'un groupe à un autre, plusieurs auteurs démontrent avec raison qu'il n'existe pas une société civile, mais bien plusieurs sociétés civiles qui, sur un même territoire, sont des groupes plus ou moins organisés ayant des objectifs et intérêts différents, voir antagonistes face aux divers enjeux sociaux, économiques et politiques (Leca, 2003; Hellmuller, 2013; Autesserre 2014b; Schaeffer, 2010; Talentino, 2007). Ainsi souligne Talentino : « we are talking about a variety of different perspectives rather than a unified local view. » (Talentino, 2007, p. 155).

À cet effet, certaines élites politiques peuvent être réticentes aux changements institutionnels qui accompagnent les OMP, car elles souhaitent garder le pouvoir discrétionnaire et l'influence qu'elles détiennent sur la politique et/ou l'économie du pays, sans vouloir être imputables (pensons par exemple à la collusion ou la corruption). Dans le même registre, des organisations locales peuvent accueillir à bras ouverts l'idée d'élections en espérant que celles-ci vont assurer l'alternance dans les institutions du pays et renforcer la démocratie, alors que d'autres, proches d'élite dirigeantes, peuvent vouloir le contraire. Quant aux citoyens ordinaires

qui n'ont rien à voir avec le gouvernement ou les enjeux défendus par les organisations locales, ils peuvent être plus ou moins préoccupés par les conditions immédiates de la vie quotidienne et seront susceptibles à soutenir tous programmes ou toutes réformes visant à améliorer lesdites conditions (emploi, logement, santé, éducation, sécurité, transport...etc.).

Ces différentes perspectives nous poussent à avoir une image critique des organisations locales de la société civile. Pour Hellmuller : « a more careful and pragmatic examination of the potential intermediary role that local peacebuilding actors can play in making international strategies more relevant at the local level. » (Hellmuller, 2013, p. 220). À l'instar de Hellmuller, Autesserre nous invite à la lucidité lorsque l'on parle de la société civile, car « Residents of a host country, or a given village, do not form a homogenous community, and there is no such thing as one local viewpoint » (Autesserre, 2014b, p. 495). En effet, pour reprendre le contraire de ce que dit Leca (2003) lorsqu'il ironise sur l'image que l'on se fait de la société civile, celle-ci « [n'] est [pas] tout ce qui est bien » et encore moins le milieu « où l'on n'a jamais tort » (p. 62).

Sur le même sujet, Simmons et Zanker (2012) trouvent qu'autant le savoir-faire local contribue à l'effort de paix, autant celui-ci peut également exaspérer les conflits à cause des « agendas » qui peuvent être contradictoires. Les acteurs locaux forment un corps fragmenté et peuvent autant être agents de paix ou instigateurs de conflit. Par conséquent, renchérisse Simmons et Zanker, « there is no purely local » (Simmons et Zanker, 2012, p. 6), car les acteurs font partie d'un grand réseau à ramifications complexe qui, lorsqu'analysé avec précaution, relie le local au national, le national à l'international et inversement.

Dans le même ordre d'idée, Donais (2009) attire notre attention sur la difficulté à identifier le savoir-faire local à préconiser dans les OMP, particulièrement dans un contexte où l'on est confronté à une cacophonie d'organisations et d'acteurs locaux qui se disent tous représenter la société civile ou encore la population. Cependant, les organisations locales ont opté, en RDC comme au Mozambique, pour la stratégie du nombre en s'associant les unes aux autres afin d'être plus influent et plus représentatives. En RDC par exemple, plusieurs organisations se sont réunies pour former le Conseil national des ONGs de développement (CNONGD), une plateforme qui prétend représenter plusieurs acteurs locaux et qui jouit d'un poids considérable dans le milieu associatif. C'est d'ailleurs sous son influence qu'a vu le jour la Campagne nationale pour la paix durable (CNPD). Au Mozambique, le Christian Council of Mozambique (CCM) qui a joué un rôle considérable dans l'avènement de la paix dans le pays, quoique composé majoritairement des églises protestantes, s'est joint également aux églises catholiques et d'autres organisations à caractère non religieux (Vines et Wilson, 1995 ; Sengoulane et Gonçalves, 1998) afin de participer au processus de paix.

La stratégie du nombre n'est pas sans embûches. Les relations au sein de ces collectifs d'associations ne sont pas toujours harmonieuses, car chacune veut assurer sa survie en tirant son épingle du jeu, créant de ce fait même, des réactions d'exaspération. Se faisant, Donais nous invite donc à comprendre que le local « [is] characterized far more by diversity and division than by unity. » (200, p. 11). Chacune des associations peut donc avoir une vision et des pratiques de pacification qui ne concordent pas avec celles des autres et qui sont contraires à l'idée d'une société qui prône, par exemple, l'égalité et des pratiques non violentes de résolution de conflit. À ce propos, Schaeffer (2010) fait remarquer que certaines institutions coutumières traditionnelles excluent les femmes et les peuples autochtones dans la résolution des conflits. Par conséquent,

l'on doit se rappeler que les organisations locales ne sont pas toujours d'un commun accord (Ploquin, 2001). Toutefois, reconnaître la diversité des perspectives, des intérêts et des représentations des acteurs locaux au sein de ces organisations ne signifie pas qu'ils ne jouent pas un rôle important dans le processus de paix, un rôle qui mérite sa propre valeur analytique.

En conclusion, la dynamique des relations entre les leaders de la société civile, des partis politiques et de groupes au pouvoir est complexe. Certes, les organisations locales contribuent à l'effort de paix, cependant elles doivent être perçues comme des groupes hétérogènes aux intérêts variés qu'elles comptent bien défendre (Autesserre, 2014; Hellmuller, 2013, Schaeffer, 2010). C'est pourquoi le savoir-faire local dans l'effort de paix est à prendre avec précaution. Tel que nous rappelle Autesserre « Local actors [...] come from diverse backgrounds, and there is often an enormous distinction between elite and nonelite knowledge. [...] there is no inherent way to determine whose version of the truth is the truest, or the most likely to help achieve sustainable peace. » (2014a, p. 71). C'est donc cette tension, ce difficile équilibre entre acteurs externes et acteurs civils internes, qu'il convient de prendre en compte. Au final, insister sur le possible rôle causal de l'intégration et la non-intégration des organisations locales de la société civile dans le succès ou l'insuccès d'une opération de paix est en soi une contribution importante, mais elle doit se faire sans dépolitiser et sursimplifier les acteurs locaux.

2 Mieux comprendre la relation entre les OMP et les OLSC

La littérature qui s'est penchée sur la collaboration entre acteurs internationaux et locaux nous offre des pistes intéressantes qui permettent de mieux analyser les cas de la MONUSCO et de l'ONUMOZ. Face aux échecs des stratégies « top down » entretenues dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU, plusieurs analystes se sont faits défenseurs d'une participation plus grande de la société civile dans le processus de paix. Les approches anthropologiques soutiennent qu'une paix durable ne peut être atteinte que par une stratégie du bas vers le haut, combinée à celle du haut vers le bas (Autesserre, 2012 et 2011; Barnes, 2006; John et Kew 2008; Pouligny, 1999). Cependant, l'implication des organisations locales dans les missions de maintien de la paix reste encore marginale. À en croire John et Kew (2008), la majorité des négociations et processus de paix se font encore dans un cadre traditionnel où seuls les autorités étatiques, diplomatiques, de même que les chefs rebelles ont la parole.

L'inclusion des organisations locales contribue à mettre fin à la guerre tout en apportant une paix durable (Barnes, 2006; Ekiyor, 2008; John et Kew, 2008). L'étude quantitative de John et Kew (2008), qui revient sur plus de quinze opérations de maintien de la paix depuis les années 90, est très édifiante à ce sujet. Celle-ci conclut qu'il existe une corrélation positive entre paix durable et participation directe des organisations locales. En résumé, cette étude démontre que plus il y a de collaboration et d'inclusion des populations locales dans les opérations de maintien de la paix, plus est durable ladite paix. Ces auteurs montrent par exemple qu'en Sierra Leone et au Liberia, l'intégration des organisations de femmes, de même que les groupes à caractère religieux ou encore les organisations professionnelles, a contribué à persuader les

belligérants à s'asseoir à la table des négociations (Ekiyor, 2008; Lederach, 2015; Tripp, 2015). Au Libéria, les femmes ont fait de leurs corps une arme de défense contre la guerre et un instrument de paix. Réuni sous la bannière *Liberian Women's Mass Action for Peace (LWMAF)*, les femmes n'ont pas hésité à défiler nues dans les rues de Monrovia et à lancer la grève du sexe pour qu'enfin revienne la paix (J. Lederach, 2015; Tripp, 2015). De même, le *Conseil Interreligieux pour la religion et la paix en Sierra Leone* a obtenu la confiance du gouvernement et des groupes rebelles tout en les convaincant de relancer les pourparlers. Il a également su obtenir des concessions de part et d'autre (Eteme et al. 2008). Le travail de médiation mené par le Conseil Interreligieux a conduit à la signature de l'accord de paix de Lomé (Carlson et Mazurana, 2005; Eteme Eteme et al. 2008) qui fut un pas en avant vers une paix durable qui se concrétise en 2003.

La compétence, la créativité, ainsi que la détermination de ces organisations ont contribué à créer les conditions propices à la négociation tout en augmentant la confiance entre négociateurs. Les accords conclus ont laissé place à un climat de paix alors que les précédents, nés en l'absence des organisations locales de la société civile, ne se sont jamais concrétisés. Ce fut le cas particulièrement en ce qui concerne l'accord de paix d'Abuja (2000) et l'accord de paix d'Accra (2003), respectivement pour la Sierra Leone et le Libéria (John et Kew 2008; J. Lederach 2015). De plus, les organisations locales ont milité pour que les termes des accords répondent aux aspirations des populations, plutôt qu'à celles des individus.

De ces exemples, on peut noter le rôle central de la collaboration entre les organisations internationales et les organisations locales. La collaboration est vue comme un processus par lequel différentes visions de résolution des conflits sont invitées à se marier afin de former la vision qui va permettre d'atteindre un objectif de manière plus efficace, plus productive et plus rapide qu'une vision isolée (Gray, 1989, p. 5-8). De plus, la collaboration faciliterait la compréhension commune de l'enjeu auquel l'on est confrontée, de même que l'élaboration et l'adoption d'un plan collectif d'actions à entreprendre afin d'y faire face (Gray, 1989, p. 7-9). Cette idée avancée par Gray nous renvoie, dans une certaine mesure, aux arguments d'Autesserre et de Rubinstein qui nous invitent à prendre en considération les perceptions divergentes qu'intervenants internationaux et locaux peuvent avoir d'un conflit. Alors qu'un équilibre entre expertise thématique et perspective locale s'impose (Autesserre, 2009 et 2010 ; Hellmuler, 2013), la collaboration est le moyen par lequel celui-ci est atteint.

Dans la même foulée d'idée, Barnes soutient que: « This implies the need for a more systemized approach to collaboration between the civil society actors with governments and others who have an interest in or influence over the situation. » (2006, p. 9-10). Pour sa part, Gajda renchérit que la collaboration est le moyen par lequel les acteurs arrivent à résoudre un problème, qui n'aurait pu être résolu autrement (2005, 67). Pour ce faire, poursuit-elle, la collaboration implique le partage d'informations, la coordination et la coopération. Par la collaboration, l'on développe la confiance, si et seulement si, les partenaires mettent l'énergie nécessaire au développement d'un système fonctionnel de communication (Gajda, 2005, 69) pour faciliter le partage de l'information. Finalement, Autesserre vient conclure en disant : « cultural understanding helps promote effective communication between peacebuilders and target

populations. » (2014a, p. 70). Par l'échange de l'information, la collaboration devient le pont reliant perspective locale à l'expertise thématique, d'où la rencontre d'une stratégie par le bas et par le haut dans la construction de la paix.

CHAP II: ONUMOZ : COLLABORATION DES ORGANISATIONS MOZAMBICAINES

Depuis les années 1970, le Mozambique a connu plusieurs transformations. Hier victime de déstabilisation, le pays fait aujourd'hui l'objet de convoitise de la part de ses voisins. Autrefois marginalisées par le gouvernement, les églises sont depuis devenues des organisations reconnues comme la voix des sans voix, représentant la société civile (Armon et al, 1998). Jadis groupe « rebelle », RENAMO s'est transformé en organisation politique qui, désormais, s'oppose au pouvoir au sein des institutions étatiques (Vines, 2013). La stabilité que connaît le pays depuis une vingtaine d'années a enclenché une dynamique des élections régulières, qui consolident la transition politique et démocratique issue du processus de paix, amorcé en 1992 et des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

L'observation de l'ONUMOZ offre une grille de lecture alternative des missions de paix de l'ONU, différente de celle observée ailleurs, notamment en RDC. L'accord général de paix signé à Rome en 1992 et concrétisé par l'ONUMOZ est considéré comme l'une des opérations de maintien de la paix de l'ONU ayant redoré le blason de l'organisation (Gentili, 2013; Chachua et Malan, 1998 ; Jett, 1995), après que celle-ci ait essuyé des échecs antérieurs. À la suite de quelques années de tractation, l'accord de paix qui a conduit le Mozambique à la stabilité politique que nous lui connaissons aujourd'hui n'aurait pas été possible sans la participation active et persistante des organisations locales de la société civile. Tel qu'il sera démontré dans ce chapitre, le savoir-faire local, conjugué à l'expertise internationale, a joué un rôle significatif dans le cas du conflit au Mozambique (Jackson, 2005). Le Mozambique est un exemple unique où la diplomatie officieuse (track II diplomacy), menée par les églises mozambicaines a précédé

la diplomatie officielle (track I diplomacy,) menée par les diplomates internationaux (Jackson, 2005). Le Mozambique est également un exemple qui n'a fait qu'accentuer le débat sur la scène internationale, quant à savoir quelles stratégies adopter pour l'efficacité des opérations de maintien de la paix de l'ONU (Gentili, 2013).

1 Société civile mozambicaine : Historique et contexte

Les années 80 sont marquées par la montée en force des idéologies politiques et économiques nouvelles, sous la houlette des grandes puissances et des Institutions de Breton Wood. Celles-ci bouleversent les rapports sociaux en contribuant à la naissance des nouveaux acteurs sociopolitiques hors de la sphère traditionnelle de l'État. Il s'agit par exemple de la société civile qui, moins hiérarchisée et moins formaliste, vient participer à la création, la gestion et l'allocation des ressources dans la société (Ploquin, 2001). Les chercheurs s'entendent pour dire que celle-ci « désigne ainsi un nouvel espace social où se construisent des nouvelles dynamiques pour la résorption de la crise sociale, et donc le lieu de construction des nouvelles ressources, stratégies et formes politiques de régulation. » (Bagalwa, 2009, p. 2). En d'autres mots, la société civile devient une forme de mécanisme qui se veut limiter les dérives étatiques.

L'historique de la société civile mozambicaine est assez difficile à retracer vu que les chercheurs se sont peu attardés sur le sujet. Néanmoins, si l'on se concentre sur les quelques textes existants l'on se rend compte que ce n'est qu'à partir des années 1990 que l'on entend parler des ONG locales, quand bien même les ONG internationales font leur entrée dans le pays

depuis 1980 (Lachartre, 2002). La littérature à ce sujet fait mention de l'existence des organisations religieuses qui étaient actives autant durant la période coloniale que post coloniale (Vines et Wilson, 1995 ; Serapiao, 2004 ; Rupiya, 1998). Toutefois, les auteurs observent que les initiatives de la société civile et la libre expression étaient soumises à l'oppression, « ni le système colonial portugais ni les conditions de la lutte de libération n'avaient d'ailleurs créé de conditions favorables à l'ouverture d'un espace public, pas plus qu'à l'émergence d'une société civile indépendante. » (Lachartre, 2002, p. 162). La littérature fait également allusion à la présence d'autres organisations qui travaillaient directement avec les églises, sans toutefois les nommer. De ce fait, il est difficile de définir avec précision les activités auxquelles s'attardaient ces diverses organisations si ce n'est la défense des droits de l'homme, puis un peu plus tard la médiation dans le processus de paix.

Au pouvoir dès juin 1975, FRELIMO va instaurer le parti unique pour des raisons idéologiques, mais aussi pour protéger les « acquis de la révolution » (Lachartre, 2002). Ainsi, la participation des citoyens à la vie sociale et politique du pays sera directement assurée par le gouvernement qui met en place des « organisations de masse » pour en prendre la gestion selon des directives bien précises (Lachartre, 2002 ; Rupiya, 1999). Les groupes religieux, seule frange de la société civile qui restait encore active, étaient muselés. Tel qu'il a été reporté par Rupiya « The Roman Catholic church, judged to have allied itself with the colonial regime, was especially targeted, though an estimated 10,000 Jehovah's Witnesses were also despatched for re-education. » (Rupiya, 1998, p. 12).

Tout comme en RDC, face à des difficultés politiques d'un côté, et la guerre de l'autre, le gouvernement mozambicain va lâcher du lest et entamer des réformes politiques qui vont laisser plus de place à la libre expression. Ce geste permettra aux organisations civiles, et principalement les organisations religieuses, de jouer un rôle déterminant dans le processus de paix. La littérature ne semble pas suggérer l'existence de liens étroits entre les acteurs politiques et les acteurs religieux. Toutefois, il est vrai que la majorité des dirigeants de FRELIMO sont issus d'une éducation protestante et que le CCM s'alignait sur les positions du gouvernement particulièrement en ce qui concerne le dialogue (Serapiao, 2004, p. 370). Tel qu'élaboré un peu plus loin, le CCM portait un regard négatif sur les rebelles et était, à l'instar du gouvernement, opposé au dialogue. La convergence de position entre le CCM et FRELIMO laisse entrevoir une relation de connivence qui sera remise en question par les médias mozambicains.

2 ONUMOZ et longue marche vers la paix

Après son ascension au pouvoir, le Front de libération du Mozambique (FRELIMO) qui obtient son indépendance en 1975 devient un parti marxiste-léniniste et procède à des réformes institutionnelles et sociales qui suscitent de la résistance. Fort du soutien que lui apporte la Chine et l'Union soviétique, FRELIMO va encourager les mouvements nationalistes en Rhodésie et en Afrique du Sud. En représailles, les deux pays ripostent en soutenant les mécontents du régime réunis en un mouvement rebelle connu sous le nom de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO). Deux ans après son indépendance, en 1977, le Mozambique plonge dans une longue guerre civile qui durera plus de 16 ans, avec à la clé plus d'un million de morts et plus de 6 millions de déplacés (Chingono, 2015; Jett 1995).

La guerre qui oppose le parti au pouvoir – FRELIMO appuyé par la Chine et l'Union soviétique, - au groupe insurgé de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO), s'intensifie lorsque RENAMO passe sous la tutelle du gouvernement sud-africain (Chingono, 2015; Vines 2013). En seulement quelques années, le groupe « rebelle » agrandit son effectif militaire en recrutant les mécontents du régime (Armon et al, 1998). Une province après l'autre, la guerre s'installe dans l'ensemble du pays suivi des atrocités contre la population. Derrière l'assistance de l'Afrique du Sud qui veut déstabiliser le Mozambique pour son support à l'African National Congress (ANC) durant l'apartheid (Vines, 2013), RENAMO se fait une réputation peu enviable : « It became particularly well-known for its practice of mutilating civilian victims, including children, by cutting off ears, noses, lips and sexual organs » (Vines, 2013, p. 376-377).

De son côté, FRELIMO a puisé sa force dans le support d'une population en colère contre les rebelles pour les souffrances qui lui sont infligées, de même que du support de ses alliés socialistes. Alors que les régions du nord et du sud du pays lui sont restées fidèles, le gouvernement a également bénéficié d'une aide financière et matérielle de la part de l'Union soviétique (Jett, 1995). De plus, la Tanzanie et le Zimbabwe n'ont pas hésité à envoyer des troupes pour permettre au gouvernement mozambicain de repousser RENAMO qui était déterminé à s'accaparer de tout le territoire national. Il est vrai que RENAMO prenait de l'ampleur, car « At one point it appeared as if Renamo would capture the city of Quelimane, cutting the country into two. More Tanzanian and Zimbabwean troops were brought to help regain lost territory to Renamo. » (Vines, 2013, p. 376).

Des accords et l'évolution de la situation sur la scène internationale (chute de l'URSS, indépendance du Zimbabwe, fin de la ségrégation en Afrique du Sud) font planer l'espoir d'un Mozambique sans guerre. Cet espoir se dissipe très vite, lorsque le pacte de non-agression Nkumati signé par les gouvernements mozambicain et sud-africain en 1984 ne s'est pas concrétisé, car les hostilités avaient repris quelques mois plus tard (Vines, 2013, p. 377). Ce n'est qu'à la suite d'une forte campagne de lobbying menée par les organisations religieuses mozambicaines que les pourparlers à Rome en 1990 vont se solder par un accord de paix observé jusqu'à ce jour (Jett, 1995 ; Sengulane et Gonçalves, 1998 ; Rupiya, 1998 ; Vines 2013).

Comment expliquer l'accord de Rome et la durabilité de la paix qui a suivi au Mozambique ? Il importe ici de revenir sur les thèses énoncées par les analystes qui se sont intéressés à la résolution du conflit mozambicain et au succès dudit accord. Selon Walter, le succès de l'accord de paix du Mozambique s'explique par l'engagement et le leadership affiché par les chefs des deux groupes, Chissano pour FRELIMO et Dhlakama pour RENAMO. Pour l'auteure, tous résident dans la crédibilité de l'accord et des garanties qui sont données aux belligérants, car « Combatants who are able to resolve their underlying issues will still return to war if credible, enforceable guarantees on the terms of their agreement cannot be arranged. » (Walter, 1999, p. 7).

Dans son argumentation, Alex Vine (2013) semble être d'accord avec Walter en mettant l'accent sur le leadership des chefs. Il partage l'avis selon lequel « Dhlakama's leadership was critical in bringing an end to the conflict and delivering Renamo's demobilization » (Vines, 2013,

p. 375). À l'instar de Walter et Vine, la thèse d'Edis tourne également autour de l'engagement et du leadership. Selon cet auteur, ces deux facteurs étaient déterminants afin de trouver un accord et de le faire appliquer. Richard Edis soutient également que « The fundamental point of reference is the commitment of the parties and specifically their leaderships to the process. » (Edis, 1995, p. 14). Au-delà de l'engagement et la détermination des leaders, Edis accorde aussi une grande importance au rôle joué par les acteurs locaux, de même qu'au moyen financier qui était, selon lui, à la hauteur du défi relevé par l'ONUMOZ.

Quant à Gentili, la réussite du processus de paix au Mozambique s'explique par une combinaison de plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci, on note la médiation par une tierce partie, la diplomatie internationale, des incitatifs politiques et économiques, le financement et la coordination de l'ensemble par une organisation telle que l'ONU. Bref, à en croire Gentili, une intervention doit être adaptée au contexte local. C'est pourquoi il soutient que : « the decision to intervene and modes of intervention must be fully embedded, understood and applied in the context specific to particular countries, regions and international situations » (Gentili, 2013, p. 3). Les arguments de Richard Jackson font doublement écho à ceux de Gentili. Premièrement, Jackson fait partie de ceux qui pensent que le mode opératoire des opérations de maintien de la paix se doit d'être adapté à chaque situation, car celle-ci diffère d'un conflit à un autre. Deuxièmement, en se basant sur l'exemple du Mozambique, l'auteur conclut que les acteurs locaux et particulièrement les organisations locales doivent être pris en compte dans le processus de paix. L'auteur soutient que : « non-official mediators – NGOs, churches, prominent individuals – need to be mainstreamed into diplomatic initiatives, particularly in partnership with insider-mediators. » (Jackson, 2005, p. 153). C'est dans cette direction que le présent travail se

propose de s'orienter. Autrement dit, cette recherche veut analyser le travail et la contribution des organisations et acteurs locaux pour mettre fin aux conflits.

3 Organisations mozambicaines et la lutte pour la paix

Après une longue période d'absence dans le domaine humanitaire et social, les organisations locales mozambicaines vont occuper une place centrale et déterminante dans le processus de paix qui a mis fin à une guerre civile sans précédent. Elles se sont mobilisées afin de promouvoir la paix, et inciter le gouvernement et les rebelles à s'asseoir à la table des négociations, et menant éventuellement le pays à l'organisation des élections qui lui ont donné la stabilité politique que nous lui connaissons aujourd'hui (Sengulane et Gonçalves, 1998; Vines et Wilson, 1995; Vines, 2013).

À vrai dire, c'est bien avant la guerre que les organisations locales à caractère religieux ont commencé à militer pour les libertés individuelles et la paix dans le pays. En effet, depuis 1974, les églises chrétiennes (catholiques et protestantes) n'ont pas hésité à se lever contre le régime colonial au Mozambique, en promouvant la paix et la réconciliation (Sengulane et Gonçalves). Vines et Wilson (1995, p. 130) font la même observation et soutiennent que « Several bishops were notable for their outspoken criticism of abuses of state power, and the dioceses ran independent newspapers and bookshops. » Face à ces voix qui deviennent de plus en plus dérangeantes dans l'arène politique, le gouvernement du nouveau pays indépendant va museler les églises en les nationalisant afin de mieux les contrôler. À cet effet, « considerable

assets of the Church were also nationalised, including schools, hospitals and seminaries, all of which were seen as essential to the government's ambitious development programmes » (Sengulane et Gonçalves, 1998, p. 28). Au moment où la guerre civile s'intensifie dans le pays, les églises mozambicaines sont écartées de la vie caritative et sociale (Rupiya, 1998).

Fortes de ses convictions et de l'appui des fidèles, les églises mozambicaines n'ont pas cessé de militer pour la paix, même de manière clandestine. Dans un contexte où la guerre fait de plus en plus de victimes, le gouvernement va faire des changements à sa politique sociale et ouvrir la porte aux églises, en les invitant à jouer un rôle humanitaire et à apporter de l'assistance aux victimes de la guerre (Sengulane et Gonçalves, 1998 ; Vines et Wilson 1995). Après près de huit années d'exclusion, en 1982, les églises faisaient leur retour dans le domaine social, et très vite, elles vont se mobiliser pour jouer un rôle historique dans l'histoire politique du pays.

Il n'a fallu compter que quelques semaines pour que les églises se coordonnent et établissent des relations de coopération. C'est ainsi que l'organisation *Mozambican Christian Council* qui, à l'origine, est une organisation exclusivement anglicane va se joindre aux autres églises et créer, en 1984, la Commission paix et réconciliation dont : « Members of the commission were drawn from the Methodist Union, the Free Methodists, the Anglicans, the Church of Christ in Manica and Sofala, and the Nazarene Church » (Sengulane et Gonçalves, 1998, p. 28). Plus tard, l'Église catholique qui, de son côté, militait également pour un dialogue entre les belligérants va se joindre à la commission. Ensemble, ils formeront le Christian Council of Mozambique, qui deviendra l'une des confédérations d'organisations locales les plus

influentes pour la suite des événements. Par conséquent, l'usage du sigle CCM dans ce travail ne renvoie pas qu'à une organisation en particulier, mais bien à un collectif d'organisation formant la commission paix et réconciliation et réunit sous le CCM. Ces associations étaient basées dans différentes villes du pays et travaillaient avec les communautés locales des églises respectives.

À l'occasion d'une rencontre officielle avec le président de la République, Joaquim Chissano, le CCM va profiter du moment pour convaincre le gouvernement à s'engager dans une démarche pacifique de résolution du conflit en mettant l'accent sur l'inclusion et la collaboration de l'ensemble des Mozambicains. À ce propos, Gonçalves, Archevêque de Beira et membre du CCM qui était présent à la rencontre, soutenait que : « peace needed to include Mozambicans of all ethnic, religious and political persuasions » (Sengulane et Gonçalves, 1998, p. 28). L'inclusion de toutes les catégories de la population était apparue comme la condition que le processus de paix se devait remplir afin d'être crédible, et Barnes ne l'entrevoyait pas autrement, car selon elle « In many cases, the engagement of large segments of the wider society in peacebuilding processes can give depth and durability to the changes needed to support sustainable peace. » (2006, p. 8).

Deux ans après que le premier appel au dialogue soit resté lettre morte, le CCM va réitérer de nouveau sa demande en 1984, mais sans aucun succès. En dépit des multiples refus du gouvernement, le CCM ne s'était pas découragé et avait continué son lobbying en utilisant tant des canaux officiels qu'officieux. Selon les observations de Sengulane et Gonçalves « Informal requests through other church contacts with President Machel continued for a few more months, but still with no result. » (1998, p. 29). Confrontées à de multiples refus, devant une situation stagnante, alors que les victimes continuent à s'accroître, les organisations religieuses vont

essayer d'attirer l'attention de la population et de l'opinion internationale afin de mettre plus de pression sur le gouvernement. En effet, les activités pour la paix s'intensifient « By 1987, as the war spread further, the church became even more vocal in its calls for dialogue. An April 1987 pastoral letter of the Catholic bishops in Mozambique, published by the archdiocese of Maputo [...] implied in its call for dialogue that government and Renamo enjoyed equal legitimacy. » (Vines et Wilson, 1995, p. 137).

En décembre 1987, le CCM reçoit un avis favorable de la présidence et rencontre de nouveau Joaquim Chissano, président du Mozambique et leader de FRELIMO. Au cours de cette rencontre, le président affiche une ouverture et donne le feu vert au dialogue, sous réserve de certaines conditions (Sengulane et Gonçalves, 1998 ; Vines et Wilson, 1995). Chissano qui souhaitait être au contrôle de tout développement refusa toute reconnaissance politique au groupe "rebelle", en ces termes : « The churches, working either locally or through ecumenical fora such as the All Africa Council of Churches (AACC) and the World Council of Churches (WCC), should not only feel free but are encouraged to contact 'the other side' (the bandits) with the clear understanding that these contacts are not to be construed as paving the way for any negotiations with them as a political entity. » (Sengulane et Gonçalves, 1998, p. 30).

Bien qu'il s'agisse d'un petit pas en avant, en direction de la paix, cette ouverture représente un grand pas pour les organisations locales qui voyaient leurs efforts commencer à produire ses fruits, quand bien même la récolte était encore loin. L'ouverture de Chissano témoigne également de la capacité des organisations locales, principalement religieuses, à

changer l'attitude des dirigeants face à la guerre, de même que leurs perceptions de celle-ci. Selon Barnes « The experience of encountering those who have been regarded as enemies and perceiving them as human beings can shake perceptions of 'the other' and challenge the discourses of hate. » (2006, p. 9).

Suite aux concessions acquises du gouvernement après tant de tentatives, le processus de paix au Mozambique allait prendre une nouvelle tournure et le rôle joué par les organisations locales religieuses devenait capital pour ramener la paix dans le pays. En effet, le CCM allait dorénavant jouer le médiateur entre gouvernement et rebelles avant que ces derniers décident de se rencontrer face à face. C'est dans ce contexte qu'une délégation du CCM s'envolera pour les États-Unis en espérant, pour la première fois rencontrer le leader de RENAMO, en février 1988 (Vines et Wilson, 1995). À la déception de tous, les représentants RENAMO n'étaient pas au rendez-vous. Pour autant, le CCM ne s'est pas découragé et n'a cessé de multiplier des efforts et frapper à différentes portes afin de rentrer en contact avec RENAMO qui était aussi catégorique que le gouvernement, au départ (Sengulane et Gonçalves 1998 ; Vines et Wilson, 1995). Après plusieurs mois d'attente, le CCM a constitué une nouvelle délégation composée de deux membres du CCM, deux pasteurs, ainsi que deux archevêques mozambicains qui se sont mis en ordre de bataille pour réactiver l'action de lobbying. La délégation nouvellement formée a pris contact avec les autorités kenyanes et demandé leur assistance pour que la rencontre avec le groupe rebelle se concrétise (Vines et Wilson, 1995).

À la suite de plusieurs tentatives avortées, les organisations locales au sein du CCM voyaient leurs efforts produire de nouveau des fruits. En effet, la détermination et la persistance affichée par le CCM se sont soldées par une première rencontre avec Dhlakama, leader de RENAMO, dans un coin reculé du Mozambique (Sengulane et Gonçalves. 1998 ; Vines et Wilson, 1995). Cette rencontre qui a eu lieu grâce aux efforts consentis et aux initiatives entreprises par les organisations locales dans le processus de paix était une première qui allait laisser place à plusieurs autres qui n'arrêteront que lorsque la paix et la stabilité seraient revenues dans le pays. On notait alors la confiance que les deux parties commençaient à afficher envers les organisations locales religieuses, qui se retrouvaient ainsi au centre du projet de paix, là où plusieurs avant eux ont échoué.

Alors que le CCM espérait une rencontre officielle avec Alfonso Dhlakama dans la capitale kenyane, le leader de RENAMO changea d'avis et envoya une délégation pour le représenter. La rencontre qui a lieu en février 1989 réunissait le CCM, des représentants de l'Église catholique mozambicaine ainsi que Raul Manuel Domingos, le chargé des affaires extérieures de RENAMO, accompagné de deux autres hauts cadres de l'organisation (Vines et Wilson, 1995). Toujours avec la même détermination, les représentants religieux affichaient la même volonté que celle manifestée initialement devant le président Chissano : trouver une solution pacifique au conflit. Lors de la rencontre, les organisations locales ont démontré une capacité à mobiliser les forces belligérantes tout en les convainquant de trouver des solutions alternatives aux différends (Barnes, 2006). Le CCM a insisté sur les conséquences de la guerre qui n'apporte rien de positif à aucune des deux parties. Cette rencontre était aussi l'occasion pour l'organisation de convaincre RENAMO du but de sa démarche et de la neutralité qu'elle comptait

afficher tout au long du processus de paix et de réconciliation. Quelque mois après cette première rencontre officielle, il s'en est suivi une autre qui, cette fois-ci, comptait la présence de Dhlakama en août 1989.

Durant la période des négociations qui ont eu lieu à Nairobi, entre les représentants du CCM et RENAMO, le CCM a affiché une fermeté et neutralité sans faille. Il s'est contenté de transmettre les messages de part et d'autre sans prendre position pour les uns ni pour les autres. En effet, Sengulane et Gonçalves constatent que : « In preparation for these talks, the government drew up a list of '12 principles' for direct dialogue with Renamo which the churchmen passed on to the rebel group without comment. » (1995, p. 30). De plus, l'organisation s'est abstenue de répondre aux questions des deux partis, en les encourageants à se rencontrer afin d'avoir un dialogue direct. Tel que constaté par Barnes, dans leurs créativité, les organisations civiles religieuses arrivent à trouver des moyens pour convaincre les belligérants à se concentrer sur des moyens non violents de résolution de conflits. En parlant des organisations locales, l'auteure soutient que « they have the 'power to persuade' both popular opinion and decision-makers of more constructive ways to respond to specific conflict situations and to address the structural problems that give rise to conflict. » (Barnes, 2006, p. 9).

Quand bien même les données empiriques restent limitées, il est important de souligner que les relations entre les organisations mozambicaines réunies sous la bannière du CCM n'ont pas été sans embûches. Il ne serait pas trompeur de penser qu'au sein du groupe il existait, par moment, des positions antagonistes. À la création de la commission paix et réconciliation, le

CCM n'était plus une organisation exclusive, mais bien un ensemble d'organisation réunie pour lutter contre la guerre. Malheureusement, la littérature disponible qui évoque la présence d'autres organisations au sein du CCM (Serapiao, 2004 ; Sengulane et Gonçalves, 1998), ne s'attarde pas sur la dynamique des relations entre différents groupes au sein de celui-ci. On ne peut donc pas documenter empiriquement l'état de ces relations plus antagoniques. Par contre, les analystes ont légèrement élaboré les positions divergentes entre l'Église catholique et l'Église anglicane qui étaient influentes au sein du CCM durant le processus de paix.

La rivalité entre l'Église catholique et les églises protestantes au Mozambique existe depuis la colonisation. Le premier était proche du régime colonial, alors que les seconds étaient davantage ciblés par le régime colonial. Après l'indépendance, c'est la situation contraire qui se produit. L'Église catholique considérée comme la perpétuation du régime colonial était persécutée par le nouveau gouvernement, alors que les églises protestantes étaient soutenues par ce dernier. Cette relation asymétrique face au gouvernement va également se refléter dans le processus de paix dans la prise de position des uns et des autres.

Au sein du CCM, les églises catholiques et les églises protestantes n'ont pas toujours été d'un commun avis sur plusieurs points. Alors que les églises catholiques s'efforçaient d'adopter une position impartiale face à la guerre, les églises anglicanes se rangeaient davantage du côté du gouvernement et portaient un regard plus négatif sur les rebelles. Les églises catholiques dénonçaient la guerre en tenant autant le gouvernement que les rebelles responsables des atrocités. Selon la position de l'Église catholique, un accord de paix passait par l'ensemble des

Mozambicains, incluant les rebelles qui doivent faire partie de la solution.

Lorsque la démarche du CCM était connue du grand public, elle a suscité des critiques de la part des médias mozambicains. Selon les médias, les initiatives du CCM étaient biaisées à la faveur du gouvernement. De l'avis des médias, le CCM n'était là que pour servir les intérêts du gouvernement au détriment de ceux de la population mozambicaine (Serapiao, 2004 ; Sengulane et Gonçalves, 1998). Cette perspective était certes trop simpliste et dépeignait les actions du CCM de façon caricaturale, mais elle peut s'expliquer. En effet, selon Serapiao (2004, p. 370), la majorité des responsables de FRELIMO ont été formés et éduqués dans des écoles protestantes, à l'instar du premier Président du parti, Eduardo Mondland. Par conséquent, on peut penser que ces liens développés au travers des écoles protestantes peut expliquer en partie certaines perspectives convergentes entre FRELIMO et des églises protestantes. Par ailleurs, l'Église catholique avait bénéficié d'un certain statut sous le régime colonial, ce qui peut expliquer la méfiance exprimée à son endroit par les églises protestantes.

À la lumière de ces quelques exemples, l'on comprend que les acteurs locaux sont donc eux aussi intégrés dans des relations de pouvoir et des luttes de position qui font d'eux des agents hétérogènes dont le but premier n'est pas toujours le bien-être de la population. Le cas des organisations mozambicaines n'est pas unique en son genre, car le cas de la RDC, qui sera abordée plus tard, présente une situation similaire. Toutefois, ce que l'on peut retenir de cette section est que malgré des divergences qui trouvent leurs sources à l'époque coloniale, la détermination et la neutralité démontrées par le CCM tout au long du processus ont suscité la

confiance des rebelles qui étaient jusque-là réticents et ne partageaient pas la vision du processus de paix (Vines et Wilson, 1995) qui leur avait été proposée par le CCM. Après avoir été convaincu, RENAMO était devenu plus ouvert et réceptif à la démarche de paix. Par la même occasion, le niveau de confiance entre FRELIMO et RENAMO avait augmenté. Et finalement, le CCM a obtenu gain de cause dans la mesure où il a convaincu les deux parties à s'asseoir autour de la même table à Rome pour un dialogue officiel et une négociation des termes de l'accord de paix.

4 Accord général de paix de Rome : organisations mozambicaines, acteurs clés dans la concrétisation de la paix ?

Au début des années 90, les organisations civiles mozambicaines se rapprochaient du but fixé depuis le début des tractations. Le face à face entre FRELIMO et RENAMO commence officiellement en juillet 1990, et il est à mettre à l'actif de la collaboration entre la Communauté de Saint'Egidio et les organisations locales. La Communauté de Sant'Egidio avait déjà établi des contacts solides au sein des gouvernements italien et mozambicain, de même qu'avec RENAMO (Anouilh, 2005). De leur côté, les organisations locales menaient aussi leurs actions auprès du gouvernement et du groupe rebelle pour un retour de la paix au Mozambique. Bien entendu, « Sant'Egidio was nevertheless particularly well-placed by the contacts which its members had in Mozambique and its understanding of the dynamics of the conflict to play a constructive role in the peace process and to persuade Renamo to engage in dialogue. » (Vines et Wilson, 1995, p. 143). Dépourvue du savoir-faire local, l'ONUMOZ a pu compter sur les organisations religieuses pour mener à bon port le projet de paix. Pour pallier le déficit du savoir-faire local et pour s'assurer que les pourparlers reflètent les vœux des Mozambicains, le CCM a dépêché

l'évêque Gonçalves comme représentant à Rome : « These talks included four official observers, later mediators : Mario Raffaelli, [...] parliamentarian from Italy, who would represent the government [...]; Gonçalves, the Bishop of Beira and head of the Episcopal Conference in Mozambique; Professor Riccardi of Sant'Egidio; and Matteo Zuppi, the deputy parish priest of Trastevere [...] » (Vines et Wilson, 1995, p. 141).

Le choix de l'évêque de Beira, Gonçalves, afin de représenter les organisations locales et les Mozambicains n'était pas un hasard. Celui-ci avait des affinités avec RENAMO ; affinités qui s'avéraient cruciales au bon déroulement du dialogue et la participation de RENAMO. Tel qu'il a été observé par Vines et Wilson (1995, p. 142) « Gonçalves is not only from the same ethnic subgroup (the Nda) as many of Renamo's senior leadership but from Renamo leader Dhlakam's home town [...]. Gonçalves was also trusted by Renamo because of Frelimo's dislike of him. » Alors que cet aspect peut sembler anodin pour les théories des relations internationales, les anthropologues pensent que « The cultural aspects of peacekeeping are but one important factor in what makes missions more or less successful. » (Rubinstein, 2008, p. 41). De plus, la présence de Gonçalves durant cette période de médiation témoigne de l'influence du CCM sur le processus de paix.

Pendant les négociations, les organisations civiles ont attiré autant l'attention de l'opinion nationale et internationale sur la guerre qui continuait à faire des victimes dans le pays. Par exemple, afin de mettre plus de pression sur les négociateurs qui semblaient ne pas s'entendre, les organisations locales ont fait circuler une pétition qui a collecté des signatures de partout dans le

monde. De plus, le CCM est resté proactif en rentrant directement en contact avec différentes autorités internationales pour que les négociations mettent fin à la guerre (Sengulane et Gonçalves 1998, p. 31). Toujours avec la même intention, le CCM a également dépêché une délégation de quelques membres auprès de Kiplagat, un proche du leader de RENAMO, afin de lui rappeler qu'il y avait urgence en la demeure et que la diligence était de mise. Face à des négociations qui semblaient au point mort, le CCM, accompagné des autres leaders des églises catholiques et protestantes, a secrètement organisé une rencontre, parallèle aux pourparlers de Rome, entre les leaders Chissano et Dhlakama (Sengulane et Gonçalves 1998, p. 32). Finalement, lors d'une impasse à Rome, Gonçalves s'est permis de hausser le ton en rappelant à toutes les parties présentes la raison de leur visite et la nécessité de trouver un accord en toute urgence. C'est dans ces mots qu'il s'est adressé au panel: « Did either of the parties sense any urgency or responsibility because mass starvation threatened ? » (Sengulane et Gonçalves 1998, p. 33).

De plus, les organisations religieuses mozambicaines ont été capables de faciliter la ratification du traité par les populations et les acteurs locaux. Par exemple, elles ont facilité une rencontre entre les militaires de FRELIMO et ceux de RENAMO (Vines et Wilson, 1998). Ces activités qui font partie du processus de réconciliation au niveau local (micro) étaient très bénéfiques au succès de l'accord. En effet, elles ont contribué à réduire les tensions entre les deux camps. Un rôle similaire a été joué par une mission protestante dans la région de Milange au Mozambique, en 1993. Tel que révélé par Vines et Wilson (1998), ladite mission a joué le médiateur auprès des ONG internationales afin d'aider les militaires de RENAMO à répondre à leurs besoins matériels et financiers pour ainsi les dissuader à reprendre les armes. De même, dans le district de Morrumbala, les militaires de FRELIMO et de RENAMO se sont accordés

pour mener conjointement des opérations de sécurité dans la région, « This resulted in co-operation in dealing with deserters, bandits, opening of roads and de-mining » (Vines et Wilson, 1995, p. 144).

Après la tenue des élections, les organisations locales ont aussi travaillé pour que les Mozambicains s'approprient davantage l'Accord général de paix (AGP) signé à Rome, car pour que la paix soit durable « Independent indigenous voices also had a role to play in giving local "ownership" to the Process » (Edis, 1995, p. 16), à l'image d'un Accord qui attend d'être ratifié par le pays signataire. Cette perspective est confirmée par Vines et Wilson, qui expliquent qu'alors que plusieurs prédisaient l'échec de l'Accord, aucun n'a su prédire la capacité des populations et organisations locales à se mobiliser pour que l'Accord passe de la théorie à la pratique « and grass roots churches were well placed to fulfil this role, both to bring Renamo and Frelimo together, and to mobilise people around reconciliation and the rebuilding of communities. » (Vines et Wilson, 1995, p. 144).

Sur le plan individuel, les pasteurs et les prêtres ont profité de leurs plateformes, du haut de l'autel, pour concentrer les prédications autour du dialogue, du pardon, de la paix et la réconciliation entre FRELIMO et RENAMO, mais également entre Mozambicains. Une fois de plus, Vines et Wilson illustrent bien cet argument : « Public meetings and church services in both Renamo and Frelimo zones focused continuously on the need to forgive and to work for a peaceful future. Some Frelimo administrators called meetings with the leadership of the churches to discuss the issue of reconciliation. » (1995, p. 145). De plus, plusieurs séminaires portant sur

les mêmes thèmes ont également été organisés aussitôt après la signature de l'AGP, ainsi que durant les années qui ont suivi (Sengulane et Gonçalves, 1998). Ces exemples viennent étoffer la thèse selon laquelle une forte collaboration entre savoir-faire local et expertises internationales dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU est un facteur déterminant pour que les accords signés perdurent.

On reconnaîtra également le rôle joué par la Commission électorale présidée par Brazao Mazula, un professeur mozambicain reconnu pour son impartialité, sa neutralité et sa détermination tout au long du processus électoral. En collaboration avec l'ONU et les donateurs qui, financièrement, ont supporté les élections, Mazula a pu accomplir avec succès la tâche électorale qui lui a été confiée. De plus, celui-ci a été vu comme le visage incarnant les aspirations du peuple mozambicain, car « At the individual level, Brazao Mazula, both as an independent and active Chairman of the CNE and behind the scenes as a mediator between the parties, represented an authoritative autonomous local input to the Process. » (Edis, 1995, p. 16). De son côté, l'évêque Sengulane était l'initiateur d'un programme de désarmement qui consistait à compenser financièrement ceux qui rendaient leurs armes. Les armes achetées étaient ensuite détruites lors d'une cérémonie publique. Dans cette initiative, l'évêque a collaboré avec plusieurs autres organisations internationales à caractère religieux qui ont proposé de racheter des armes (Vines et Wilson, 1995).

Suite à 12 cycles de négociation, un accord fut finalement signé entre le président Joaquim Chissano et le leader de RENAMO, Afonso Dhlakama à Rome, un 4 octobre 1992

(Vines, 2013 ; Jett 1995; Chachiua et Malan, 1998). Cet Accord a ouvert la voie pour que le Conseil de sécurité prenne la Résolution 797 qui a autorisé l'opération des Nations unies au Mozambique d'entrer officiellement en jeu, avec pour mission de faire respecter l'Accord et de conduire le pays à des élections libres et démocratiques (Jett, 1995).

Les organisations locales au Mozambique, devenues le visage de ceux et celles qui ne souhaitaient que la fin de la guerre, ont joué un rôle actif dans les négociations officieuses et officielles, démontrant par là leur capacité à mobiliser les belligérants pour se rencontrer et engager les discussions pour la paix. De plus, après le retrait de l'ONU, des observateurs internationaux et des ONGs, les organisations mozambicaines se sont approprié cet Accord pour en assurer la viabilité et consolidant la paix obtenue avec beaucoup de sacrifice. Les organisations locales ont été en mesure de vendre l'Accord aux Mozambicains, aux militaires de RENAMO et de FRELIMO. Elles ont œuvré pour que les ennemis d'hier, de même que la population adhèrent à la culture de la paix, qu'ils la comprennent et la pratiquent. D'autre part, on doit reconnaître à l'opération des Nations Unies au Mozambique une plus grande volonté d'intégrer des organisations nationales dans le processus de paix. Tout en reconnaissant l'importance d'autres facteurs (sur lesquels nous reviendrons plus bas), il nous semble raisonnable de penser que cette intégration a pu jouer un rôle important dans l'issue positive qu'a connue le processus de paix, d'autant plus que des accords antérieurement conclus en l'absence d'organisations civiles mozambicaines se sont soldés par des échecs. Cependant, la question reste entière, l'ONUMOZ peut-elle être un exemple d'opération de maintien de la paix et un modèle à répéter dans d'autres conflits tel que celui qui persiste encore en RDC particulièrement ? La

prochaine question tentera d'apporter des éléments de réponse à cette question en y analysant le rôle des organisations civiles locales dans de ce type d'opération internationale.

CHAP III : PROCESSUS DE PAIX EN RDC

Dès 1996, la RD Congo est plongée dans une guerre complexe qui a opposé le gouvernement de Kinshasa aux groupes rebelles, mais aussi les troupes des pays voisins venus au secours de l'un (Tchad, Namibie, Zimbabwe) et des autres (Burundi, Ouganda, Rwanda), sans oublier les acteurs non étatiques constitués des milices (Clark, 2011 ; Carayannis et Weiss, 2003, Kalulambi, 2001). Ce conflit armé, qualifié de « deuxième guerre du Congo » (Sadiki, 2011a) pousse l'ONU à lancer une deuxième opération de maintien de paix, alors que la première nommée Opération des Nations Unies au Congo (ONUC) était intervenue de 1960 à 1964.

Le conflit en RDC était pour le moins complexe, à ce sujet, Clark observe que: « the arrival en masse of Hutu refugees from Rwanda has fundamentally destabilized the security situation in the DRC and helped to create or exacerbate ethnic tensions and antagonisms in North and South Kivu » (2011, p. 366-367). Dans la région du Kivu par exemple, l'arrivée des réfugiés hutus a eu pour conséquence la détérioration des relations entre les banyarwanda², c'est-à-dire entre les Hutus et les tutsis qui vivaient dans l'est de la RDC bien avant le génocide de 1994 au Rwanda. Selon les observations de Turner, l'arrivée des interahamwe et des ex-FAR (force armée rwandaise (FAR) composée des Hutus) a été accompagnée de l'idée selon laquelle la stabilité dans le nord Kivu passe par l'élimination des Tutsis.

De même, dans le sud Kivu, l'arrivée des réfugiés hutus qui fuyaient les représailles de 1994, après que le Front patriotique rwandais (formé majoritairement des Tutsis) ait pris le

² Banyarwanda : Congolais d'origine rwandaise qui vivent dans le nord du Kivu. Le Banyarwanda sont composés des tutsis et des hutus.

pouvoir, est venue menacer la sécurité des *Banyamulenge*³ (Tutsis ayant immigré en RDC, à l'époque où le gouvernement rwandais était hutu). En septembre 1996 par exemple, les Hutus étaient attaqués et arrêtés dans la ville d'Uvira. Afin de mettre fin aux conflits entre *Benyamulenge* et les nouveaux réfugiés hutus dans le sud Kivu, le gouverneur de la province a demandé le départ des *Benyamulenge*. Étant sous la menace et ne voulant pas laisser leurs terres, les *Benyamulenge* demandent l'assistance du nouveau gouvernement tutsi de Kigali.

Pour sa part, Kigali va profiter de l'appel des *Benyamulenge* pour évoquer des raisons de sécurité nationale et renverser le régime de Mobutu, en soutenant le groupe rebelle Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) de Laurent Désiré Kabila. Selon les analyses de Prunier, l'assaut du Rwanda contre l'ex-armée zaïroise et les ex-FAR se justifie par la présence des camps des réfugiés militarisés le long des frontières rwandaises (2009, p. 67). Le nouveau gouvernement tutsi craignait une invasion des ex-FAR qui logeaient dans les camps des réfugiés.

Cependant, après que le Rwanda soit arrivé à renverser Mobutu et installer Laurent Désiré Kabila à la tête de la RD Congo, les tensions reprennent entre les deux voisins. Pour le Rwanda, Kabila n'était pas coopératif, alors que pour le Zaïre rebaptisé République Démocratique du Congo, le Rwanda exigeait plus qu'un pays souverain ne puisse offrir. C'est ainsi que va commencer la deuxième guerre du Congo (1997), aussi connue comme la première guerre africaine si l'on considère le nombre des pays africains impliqués et des groupes rebelles qui venaient autant du Congo que des pays frontaliers. Bien que la guerre soit officiellement terminée

³ Banyamulenge : Congolais d'origine rwandaise qui vivent dans le sud Kivu. Les banyamulenge sont majoritairement tutsis.

après l'accord de Lusaka et l'intervention de l'ONU, le conflit en RDC semble récurrent et le nombre des victimes se compte jusqu'à aujourd'hui.

Baptisée Mission des Nations Unies en RDC (MONUC) et rebaptisée quelques années plus tard Mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), cette deuxième intervention de l'ONU en R.D.C, répond à l'appel de l'Accord de Lusaka, signé en juillet 1999. Dans l'Accord de Lusaka, on peut y lire : « Le Conseil de Sécurité des Nations Unies [...] sera appelé à constituer, faciliter et déployer une force de maintien de la paix en RDC afin d'assurer la mise en œuvre de cet accord ». (Accord de Lusaka, Art. III, 11a). Le maintien de la paix visait le désarmement des groupes armés. L'instauration de la paix, quant à elle, avait pour but de « poursuivre tous les groupes armés en RDC » (Accord de Lusaka, Art. III, 11a), traduire en justice les acteurs des crimes de guerre, crimes contre l'humanité et mettre en place des mécanismes de réinsertion et de rapatriement des anciens rebelles (Carayannis et Weiss, 2003).

Au moment où la MONUC se met en place, la RDC était divisée majoritairement en trois grandes parties dont : La région de l'Ouest de même que la capitale Kinshasa, contrôlée par le gouvernement; la région de l'Est, occupée par le groupe insurgé *Rassemblement congolais pour la Démocratie* (RCD); et le nord-est, sous le contrôle d'un autre groupe le *Mouvement de libération du Congo* (MLC) (Autesserre, 2010; Carayannis et Weiss, 2003; Sadiki, 2011b). Outre ces groupes, il faut compter plus d'une dizaine de milices et de petits groupes rebelles nationaux et régionaux (Autesserre, 2010; Sadiki, 2011a).

Face à la complexité de sa mission, le mandat de la MONUC sera constamment révisé par le Conseil de sécurité, jusqu'à devenir une mission dite nouvelle génération, conforme au chapitre VII de la Charte de l'organisation. Autrement dit, ce changement va faire de la MONUC une mission « robuste » (Clark, 2011, p. 369), un concept qui lui permet de faire usage de la force coercitive (Diehl, 2008). La résolution 1925 (2010) du Conseil de Sécurité qui va donner à la MONUC le plein pouvoir du chapitre VII de la charte vient mettre l'accent sur la protection des civiles, la coopération entre la MONUC et le gouvernement congolais dans ses efforts de protection des civils. Par la même occasion, la mission est rebaptisée Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC (MONUSCO).⁴

Ce chapitre sera subdivisé en quatre grandes sections. La première consiste à faire un bilan des succès et des échecs de la MONUSCO. La deuxième va montrer combien le processus de paix en RDC était dominé par la diplomatie officielle. Après un retour sur l'évolution des organisations congolaises, la quatrième section, va s'attarder sur les relations entre la MONUSCO et les organisations congolaises, tout en démontrant comment la prédominance libérale des OMP se traduit par une faible participation des organisations locales à l'effort de paix.

⁴ La suite du texte va se référer à la MONUSCO pour parler de la mission, sauf si la distinction entre MONUC et MONUSCO s'avère pertinente.

1 Succès et échecs de la MONUSCO

1.1 Succès MONUSCO

Bien que la MONUSCO fasse l'objet de plusieurs critiques, nombreux sont les auteurs qui s'accordent pour dire que c'est justement, grâce à elle que la RDC se porte mieux qu'elle ne l'aurait été si cette mission n'avait pas existé (Autesserre, 2010; Sadiki, 2011b; Carayannis et Weiss, 2003). La MONUSCO a joué un rôle important dans la sécurité de la R.D.C, particulièrement dans la première partie de sa mission et ce, conformément à l'accord de Lusaka et au mandat qui lui était accordé. Elle a assuré le désarmement et la démobilisation des groupes rebelles, ainsi que des civils sur le territoire congolais.

De même, en collaboration avec ses partenaires internationaux et le gouvernement congolais, la MONUSCO a œuvré à la mise en place d'une armée d'intégration nationale qui comptait dans ses rangs des anciens rebelles (Autesserre, 2010; Clark 2011; Neethling, 2015). Toujours sur le plan sécuritaire, Clark (2011) et Neethling (2015) observent que la MONUSCO a contribué à la formation de la police congolaise. En partenariat avec l'Union européenne, la MONUSCO a travaillé d'arrache-pied pour mettre en place un système d'identification des policiers et des militaires. Ce système visait plusieurs objectifs, entre autres, assurer le paiement des salaires et d'autre part, dissuader les militaires de se reconstituer en groupe rebelle, combattre la corruption au sein de l'armée et s'assurer que les salaires ne soient pas détournés par les autorités, tel que ce fût le cas dans le passé (Sadiki, 2011b, Autesserre, 2011).

La MONUSCO s'est aussi illustrée par sa collaboration avec les Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), pour affaiblir le groupe insurgé rwandais, à savoir les Forces armées de Libération du Rwanda (FDLR), réfugiées dans la région du Kivu. D'après Sadiki (2010, p. 34) qui reprend les mots de Vircoulon: « Launched in January 2009 in North Kivu, Operation Umoja Wetu was spearheaded by Rwandan troops and lasted for only 35 days. It was quickly followed by Kimia II, a ten months campaign in North and South Kivu conducted by the FARDC with MONUC logistical support. The third military operation, Amani Leo, began in January 2010 and is still ongoing ». À ce palmarès d'opérations conjointes, nous ne pouvons oublier la plus récente qui s'est soldée par la victoire des FARDC contre le groupe rebelle *Mouvement du 23 mars*, en sigle M23 (Sadiki, 2014). À cet effet, certains articles sur le site internet de RFI (2014) soulignent que « Depuis la reprise des hostilités au Nord-Kivu, vendredi 25 octobre, l'armée congolaise soutenue par l'ONU ne cesse de marquer des points face à la rébellion. Les principales bases arrière du mouvement rebelle M23 sur le territoire congolais sont tombées au cours des derniers jours ».

À son actif, la MONUC peut aussi se vanter d'avoir travaillé sans relâche avec Conseil de Sécurité de l'ONU, l'Union européenne, l'Union africaine et plusieurs autres pays pour rassurer les Congolais et achever la transition qui a abouti aux élections de 2006. En parlant des élections, la MONUC a apporté un support considérable dans l'implantation et le fonctionnement de la Commission électorale indépendante (CEI), de même que dans l'organisation des élections de 2006 (Neethling, 2011), quand bien même celles-ci ont été boycottées par certains partis d'opposition. Dans cette tâche, l'ONU a apporté un support logistique, matériel et financier afin

d'assurer une bonne organisation et un bon déroulement des élections. Cette élection fut, semble-t-il, la plus coûteuse que l'ONU ait jamais financée (Autesserre 2010, Sadiki, 2011b).

1.2 Échecs MONUSCO

Les actions de la MONUC susmentionnées n'ont pourtant pas dissuadé les belligérants et les milices à commettre les viols et les massacres à Kisangani, à Kiwanja, à Bunia, à Beni, à Bukavu et sur les hauteurs du Kivu, depuis 1996. Comment expliquer qu'avec plus d'un milliard de dollars de budget annuel, plus 20 000 Casques bleus et une « brigade d'intervention » autorisée à faire usage de la force si la vie des civiles est menacée, la MONUSCO peine à protéger ces derniers ?

Bien que la liste des événements qui confirment la prolongation des violences soit trop longue à établir, citons ici quelques exemples : en 2002, des massacres ont été perpétrés à Kisangani, alors que la MONUC n'était qu'à quelques kilomètres des lieux (Carayannis et Weiss, 2003). En 2003, la population de Bunia fut décimée par des miliciens, alors que les Casques bleus se trouvaient à environ 20 kilomètres (Sadiki, 2011b). En juin 2004, 4 jours de pillages, viols et massacres ont eu lieu à Bukavu, sous les ordres du général Laurent Kunda, sans aucune intervention de la MONUC. Située à quelques Kilomètres d'une base militaire de la MONUC, la population de Kiwanja a perdu 150 des leurs, toujours sous le commandement de Kunda, sans qu'aucun Casque bleu ne se présente (Sadiki, 2011b). À cette liste, on peut ajouter les viols et massacres de 2009 et de 2010. Les attaques les plus récentes remontent à la fin 2014 dans la région de Béni où environ 200 personnes ont péri aux mains des rebelles. Cette information était

diffusée par *Radio Okapi*, une chaîne locale entièrement financée par la MONUSCO. Dans l'article publié par *RFI* (2014) sur son site internet, on peut y lire « d'octobre à décembre dernier, le territoire de Beni a été le théâtre de massacres, qui ont alors été imputés à des rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées, les ADF-Nalu. ». La même information a été confirmée par *BBC* soutenant que : « Le forfait aurait été commis par un groupe d'hommes armés, et les rebelles ougandais des ADF-Nalu sont encore mis en cause par des responsables locaux. »

1.3 Comment expliquer la persistance de la violence, malgré la présence de la MONUSCO ?

Selon certains auteurs, l'échec de la MONUSCO s'explique par le manque d'implication des gouvernements des principaux pays concernés par cette crise, notamment la RDC, le Rwanda, et l'Ouganda. Ces acteurs ne veulent consentir les efforts nécessaires pour mettre fin aux violences dans la région des Grands Lacs, en soutenant que cette charge incombe à l'ONU (Sadiki, 2011b).

Pour Autesserre, durant la transition en 2003, Joseph Kabila (Président de la RDC depuis 2001) continuait à soutenir le groupe rebelle Mai Mai, de même que le groupe rebelle rwandais hutu. Son but était alors de combattre « Congolese soldiers of Rwandan descent to consolidate their claims over land, natural resources, and provincial and subprovincial positions of authority » (Autesserre, 2010, p. 8). Pour sa part, Reyntjens (2010, p. 263-264) observe que : « Not only did Vice-Presidents Bemba and Ruberwa maintain command structures outside the FARDC, but President Kabila likewise behaved like a warlord, both by creating his *Maison*

militaire (a parallel army command) and by building a 12 000- to 15 000-strong presidential guard ». Quant au Rwanda et l'Uganda, leurs troupes se sont battues pour le contrôle de la ville de Kisangani, alors que l'Accord de paix était déjà en vigueur et la MONUC présente sur le territoire congolais pendant plusieurs mois (Sadiki, 2011b).

Sadiki, quant à lui, constate que la MONUSCO n'a pas pu exécuter la résolution 1856 du Conseil de Sécurité qui stipule que la MONUC doit « Assurer la protection des civils, y compris le personnel humanitaire, se trouvant sous la menace imminente de violences physiques, en particulier de violences qui seraient le fait de l'une quelconque des parties au conflit » (RES, 1856, 2008, p. 4). À ce propos, Vircoulon (2005a) affirme que malgré les agissements des militaires congolais qui peuvent être qualifiés de crimes de guerre, la MONUSCO n'a jamais fait usage de la force pour dissuader le FARDC. Plus encore, les Casques bleus étaient également impliqués dans des affaires accablantes de trafic illégal d'armes, des ressources naturelles (Autesserre, 2010) et de viol (Sadiki, 2011b).

Finalement, l'échec des opérations de maintien de la paix en RDC s'explique aussi par l'incapacité de la mission à prendre en considération les dimensions locales du conflit (Autesserre, 2010; Vircoulon, 2005a; Sadiki, 2011b). Pour Vircoulon, le « kit de paix » que l'ONU a administré au conflit congolais ne vise qu'à guérir les conflits régionaux et nationaux, sans toutefois s'appliquer aux conflits locaux qui seraient la racine des conflits dans la région des Grands Lacs et en RDC. Autesserre élabore en disant que les OMP de l'ONU sont encadrées par une « culture de construction de la paix » (Peacebuilding culture) qui fait fi des conflits

locaux : « This culture influenced the interveners' understanding of the causes of violence... In sum, this culture made it possible for foreign interveners to ignore the micro-level tensions that often jeopardize macro-level settlements. » (Autesserre, 2010, p. 11).

L'inventaire de la mission pacificatrice de l'ONU en RDC nous offre un portrait clair des efforts qui ont été consentis par la MONUSCO. Cependant, il ressort que les résultats de ses efforts n'ont pas apporté une paix durable dans l'est du pays. Plus important encore, ce portrait révèle la prépondérance de l'approche par le haut dans les stratégies privilégiées par l'ONU.

2 MONUSCO et les acteurs locaux

2.1 MONUSCO : Prédominance de la diplomatie officielle ?

L'opération de maintien de paix en RDC laisse observer une prédominance de la diplomatie officielle (Track I). Dès le début du conflit en 1998, des ressources diplomatiques importantes ont été mobilisées pour ramener la paix. Le déploiement diplomatique visant à mettre fin à ce que certains ont qualifié de « Africa War I » comprenait des sommets régionaux ou continentaux et des rencontres bilatérales entre différents chefs d'État, chefs de la diplomatie internationale, médiateurs de tous genres, envoyés spéciaux et responsables de l'ONU (Naidoo, 1999; Cilliers et Malan, 2001).

À titre d'exemple, sur le plan régional, plusieurs rencontres ont eu lieu entre le Président sud-africain, Nelson Mandela en sa qualité de président de Southern African Development

Community (SADC), le Président zimbabwéen, Robert Mugabe, ainsi que le Président namibien, Sam Nujoma (Naidoo, 1999). Ces rencontres seront fructueuses sur plusieurs points dans l'avancement des pourparlers en RDC. Premièrement, elles ont permis de reconnaître la souveraineté de la RDC, attaquée sur son territoire par des armées étrangères. Deuxièmement, la SADC a accepté d'assister militairement la RDC afin de chasser les armées étrangères de son territoire. Finalement, sous le leadership de la SADC et du président Mandela, le gouvernement rwandais a admis, par la voix de Paul Kagame alors vice-président du pays, soutenir des rebellions en RDC pour des raisons de sécurité nationale (Celliers et Milan, 2000).

Face à un cessez-le-feu qui tardait à venir, le Président Gaddafi a, à son tour, rencontré le Président congolais Laurent Kabila et le Président Ougandais Yoweri Museveni, respectivement. Une rencontre subséquente avait réuni les présidents des 5 pays ayant des armées en RDC (Angola, Zimbabwe, Namibie, Ouganda, Rwanda) afin de signer un accord de cessez-le-feu. Le cessez-le-feu signé le 18 janvier 1998 à Windhoek, en Namibie, ne s'était pas concrétisé, car le sommet était marqué par l'absence de Laurent Kabila et du groupe Rebelle RCD (Rassemblement congolais pour la démocratie) (Celliers et Milan, 2001). À compter de février 1999, de nouvelles rencontres parrainées par le Président de la Zambie, Frédéric Chiluba, ont été organisées, non seulement pour amener les belligérants à s'entendre sur les termes de l'accord, mais aussi pour les convaincre d'y adhérer.

Sur le plan international, le ministre sud-africain des Affaires étrangères Alfred Nzo et son homologue britannique Tony Lloyd sont également allés, durant la même période, dans

différentes missions à la rencontre du Président Dos Santos à Luanda. Le Sous-Secrétaire d'État américain des affaires étrangères, Thomas Pickering, s'est rendu à Harare afin d'y rencontrer le Président Mugabe et dans 8 autres capitales africaines afin de trouver une solution au conflit en RDC. La tournée africaine de Pickering était, quelque temps après, suivie par le voyage au Zimbabwe de Howard Wolpe, envoyé spécial des États-Unis dans la région des Grands Lacs (Naidoo, 1999 ; Celleirs et Milan, 2001). L'ONU quant à elle, n'a pas hésité de faire pression sur les belligérants dans sa résolution 1234 du 9 avril 1999 :

«[UN] calls for the immediate signing of a ceasefire agreement allowing [...], the re-establishment of the authority of the Government of the Democratic Republic of the Congo throughout its territory, [...], and stresses, in the context of a lasting peaceful settlement, the need for the engagement of all Congolese in an all-inclusive process of political dialogue with a view to achieving national reconciliation and to the holding on an early date of democratic, free and fair elections [...]. » (RES/1234, 1999, p. 3)

Cette mobilisation diplomatique a-t-elle porté les fruits escomptés ? Aldo Anjello, l'envoyé spécial de l'Union européenne dans la région des Grands Lacs était pessimiste après sa tournée africaine. Selon ses observations, un accord était encore hors de portée (Naidoo, 1999). L'accord de cessez-le-feu signé par Laurent Kabila et Yoweri Museveni à Syrte, en avril 1999, n'avait pas été reconnu par le Rwanda et le R.C.D (Celliers et Milan, 2001). Le Président Mugabe qui avait le plus grand contingent militaire sur le sol congolais avait pris la résolution d'augmenter l'effectif de son armée dans l'espoir d'en finir avec la guerre (Naidoo, 1999). Le

processus de paix était fragilisé encore plus par le groupe rebelle R.C.D suite à des désaccords internes sur le processus de paix (Celliers et Milan, 2001).

Le nombre des rencontres qu'il y a eu entre différents présidents, ministres et diplomates internationaux témoigne d'une part, de la place qui était accordée à l'élite de la politique nationale, régionale et internationale. D'autre part, il témoigne également de la faible inclusion des autres acteurs et des victimes du conflit en RDC. Il a fallu attendre jusqu'à la fin de l'année 1998 pour que les acteurs non-étatiques et non-armés se fassent inviter à un processus de paix entamé depuis le début de l'année. L'Union pour le développement et le progrès social (UDPS), le plus grand parti d'opposition dans le pays, ainsi que la Coalition congolaise pour la démocratie ont respectivement été conviés le 11 novembre et le 3 décembre 1998 à donner leurs avis sur le conflit et les solutions à y apporter (Naidoo, 1999). Par ailleurs, les trois grands mouvements rebelles ont été officiellement invités à participer aux pourparlers de paix à Lusaka en juillet 1999. Après tant de mois de négociation, l'accord de cessez-le-feu de Lusaka fut finalement signé en premier lieu par les six pays directement impliqués dans le conflit (R.D.C, Zimbabwe, Namibie, Rwanda, Uganda, Angola), le 10 juillet 1999. Le M.L.C signe l'accord le 31 juillet, puis le R.C.D quelques semaines.

Les développements qui précèdent montrent que le processus de paix en RDC était dominé par des négociations entre les acteurs étatiques et diplomates internationaux afin d'aboutir à une solution. Cette approche du haut vers le bas a négligé les acteurs non étatiques, en l'occurrence les populations civiles et les organisations locales qui ont moindrement pris part à ces tractations. Naidoo avance quatre raisons pour justifier une telle prédominance : « Firstly, the nature of the conflict required that track one efforts be given first priority. Secondly, the

complexity of the war did not allow for a speedy, track one or track two, diplomatic solution. [...] Thirdly, given the scale of the conflict, an intensive track one process proceeded without any coordination with a track two process. Fourthly, coordination among the various track two efforts could have produced a greater impact. Alors quelle est la place de la société civile dans le processus de paix ? Avant d'analyser la place et le rôle des organisations congolaises dans le processus de paix, revenons sur l'historique de la société civile en RDC.

2.2 Société civile congolaise : Historique et contexte

En RDC, c'est dans les dernières années du régime Mobutu que l'on situe l'émergence de la société civile, particulièrement lors de la Conférence nationale souveraine (CNS), d'août 1991 à décembre 1992 (Ploquin, 2001 ; Bagalwa, 2009). Cette catégorie, censée regrouper l'ensemble des composantes organisées autres que les institutions publiques, et les partis politiques, comprenait : Églises, organisations professionnelles, syndicats, mouvement des jeunes, associations sportives et culturelles, mouvement des femmes, société savante, chef coutumiers et organisation tribale, sans oublier les ONG (Ploquin, 2001, p. 139 ; Bagalwa, 2009, p. 3). Si certaines organisations pouvaient se vanter d'une base nationale, la plupart d'entre elles n'étaient que locales ou au mieux provinciales. C'est d'ailleurs dans les préparatifs de la CNS qu'une dynamique régionale d'ONG a vu le jour. Tel que nous font remarquer Ploquin et Bagalwa, la société civile du Kivu a joué un rôle déterminant à cette fin, grâce à son ancienneté dans le domaine associatif et à la maturité politique de ses dirigeants. C'est depuis 1980 que les organisations locales du Kivu se sont réunies sous le Conseil régional des ONG de développement (CRONGD).

La clôture de la CNS qui a vu chacun retourner chez soi remettait à l'ordre du jour la question de l'unification et de la représentation nationale des organisations locales. Dans un pays qui fait quatre fois la taille de la France et où les moyens de communication sont quasi inexistant, c'est un exploit pour le CRONGD qui a su rester debout et se développer un peu plus sur le plan national. C'est sous son impulsion que va naître le Comité national femme et développement (Conafed) et la Campagne nationale pour la paix durable (CNPD) qui a joué un rôle important dans le processus de paix en RDC. Grâce à cette primatie, le CRONGD peut légitimement revendiquer être le représentant des centaines d'acteurs sociaux et jouer ainsi un rôle pilote au sein de la société civile congolaise (Ploquin, 2001 ; Bagalwa, 2009). Toutefois, d'autres organisations également en quête de légitimité ont su se coordonner et réunir leurs forces afin d'agir comme un seul corps. C'est le cas du Réseau action femme (Raf), de l'Union nationale des femmes du Congo (Unaf), de la plateforme « causes communes ». On a également vu des réseaux régionaux tels que le Comité « droit de l'homme, maintenant ! » ou le Réseau d'éducation civique au Congo se développer (Ploquin, 2001).

2.3 Société civile congolaise : agent de paix ?

Le rôle joué par les organisations congolaises dans le processus de paix, ainsi que l'impact de celui-ci est difficilement identifiable, d'autant plus qu'elles ont rarement pris part aux pourparlers de paix. Afin de faire entendre leurs voix, elles ont multiplié des initiatives tant au Congo qu'à l'extérieur du pays, par la tenue des conférences et des séminaires, mais aussi par des marches de protestation qui visaient à sensibiliser et vulgariser l'information sur la dynamique et

la complexité de la crise à laquelle était confronté le pays (Naidoo, 2000, p. 98).

Sur un autre registre, les organisations locales se sont impliquées dans le processus de réconciliation des communautés en proie à des conflits fonciers qui, d'un point de vue local, sont la source des conflits régionaux et nationaux (Autesserre, 2010, Hellmuller, 2013). Qu'il suffise de citer l'exemple des ONGs locales de l'Ituri qui ont créé une « table à dialogue » qui réunissait des femmes aux origines ethniques différentes. À la suite de ce dialogue, les femmes sont retournées dans leurs communautés afin de répéter l'exercice et offrir des ateliers pour une cohabitation pacifique (Hellmuller, 2013, p. 277).

D'autres organisations locales, en collaboration avec les églises, ont uni leurs forces afin d'encourager la communication interethnique par des activités ludiques, sportives, culturelles et paroissiales. Parmi elles, l'on peut citer, des spectacles de dance, des matchs de football (soccer), des pièces de théâtre, des spectacles de musique ou encore des célébrations ecclésiastiques, dont les thèmes de la prédication et de l'homélie, tournaient autour de la réconciliation et la pacification du pays. Toutefois, tel qu'il a été démontré par Hellmuller (2013), Autesserre (2012 et 2014a) et Richmond (2012), les initiatives locales de pacification sont moindrement intégrées dans les programmes de maintien de la paix de l'ONU en RDC, alors que « There are also positive local agencies, less visible but present in many local actors' attempts to address problems they perceive to be at the root of their conflicts. » (Richmond, 2012, p. 121).

Ce n'est qu'en 2001 lors des rencontres préliminaires au dialogue Intercongolais (DIC),

qui est né grâce à l'Accord de Lusaka et qui s'inscrivait dans une suite logique du processus de paix, que les organisations locales congolaises, ainsi que les partis politiques vont se voir attribuer une tribune afin d'apporter leur contribution à la pacification du pays. Par contre, il importe de rappeler que les organisations locales n'ont pas attendu l'invitation au processus de paix pour être actives. Différents groupes de la société civile avaient déjà entrepris diverses initiatives afin de voir comment ils peuvent positivement contribuer à la paix au Congo. Si l'on se fie aux observations de Ploquin, « plusieurs responsables de la société civile (parmi lesquels le Conseil national des ONG de développement, CNONGD) ont organisé une table ronde qui réunit en janvier 1999 [...], de nombreux acteurs politiques et sociaux représentatifs. Un sérieux travail d'identification des causes du conflit et de ses voies de sortie y fut produit » (2001, p. 137). Cependant, vu que les organisations locales œuvraient dans l'ombre et que l'Accord de Lusaka ne s'est attardé que sur les groupes armés, le DIC fut l'occasion pour ces dernières ainsi que pour les partis non armés d'articuler leurs positions et négocier l'inclusion au processus de paix.

Le DIC avait comme objectif de réunir l'ensemble des Congolais : gouvernement, opposition, rebelles, associations, ONGs, églises et citoyens afin d'arriver à un accord qui va faire taire les armes et remettre le pays sur la voie de la reconstruction politique, économique et sociale. Tenu à Sun-City, en Afrique du Sud, entre janvier et février 2002, ce dialogue était facilité par Ketumile Masire, ancien président du Botswana (Sadiki, 2016 ; Ploquin, 2001). Théoriquement, l'inclusion de la société civile avait pour but d'arriver à une paix durable (Jarstad et Sisk, 2008), tout en accordant au processus une certaine légitimité auprès des citoyens congolais, mais également auprès la communauté internationale. Tel que soutenu par Zanker (2013, p. 3) « [since] the entire population cannot attend peace negotiations, civil society groups become the people's representatives and their involvement improves the prospect of ownership of

both the negotiations and the outcome». Quoique les organisations locales n'aient pas pu s'entendre sur un ensemble de points à l'ordre du jour, il ne reste pas moins que leur rôle au sein du DIC était déterminant. Elles ont fait adopter à l'agenda des enjeux démocratiques qui avaient été oubliés. À titre d'exemple, les associations de femmes ont obtenu que le viol en temps de guerre soit reconnu comme un crime de guerre et une violation des droits de la personne (Whitman, 2006). Afin de préserver l'intégrité du processus électoral et des résultats, les organisations locales ont fait pression pour que la commission électorale (CEI) soit une entité indépendante du gouvernement (Sadiki, 2016).

Lors du dialogue Intercongolais, les organisations locales ont su faire des compromis et ont obtenu des concessions des différentes délégations présentes. En effet, l'accord conclu par l'ensemble des parties prenantes aux assises confiait aux organisations locales la gestion des institutions de transition censées revigorer et assurer la démocratie en RDC. Parmi elles, l'on peut compter la commission électorale indépendante, la Commission-vérité et réconciliation, la Commission sur l'éthique et la lutte contre la corruption, ainsi que l'Observatoire national des droits de l'homme et de la haute autorité des médias (Sadiki, 2015, p. 127 ; Kabemba, 2008, p. 10). Néanmoins, il faut noter que quand bien même la direction de ces institutions était confiée aux organisations et acteurs civils, la nomination des dirigeants était à la discrétion du régime de Kinshasa. C'est fut le cas de l'abbé Apollinaire Malu-Malu, président de la CEI de 2006 à 2011. Celui-ci était considéré, par certaines organisations locales et partis d'oppositions, proche du pouvoir de Kinshasa. Cependant, on peut être d'accord avec la conclusion de Kabemba (2008, p. 8) pour dire que : « One of the greatest achievements of the negotiations in the DRC is to have included civil society groups. » L'observation de Kabemba est également partagée par plusieurs observateurs congolais et chercheurs pour qui l'inclusion des organisations congolaises au

dialogue intercongolais et le rôle que celles-ci ont joué sont un pas important dans la pacification du pays (Sadiki, 2015).

Le portrait que les chercheurs étalent sur les organisations de la société civile congolaise est que celles-ci s'avèrent être des agences politisées (Ploquin, 2001; Kabemba, 2004). Contrairement à l'image des organisations locales mozambicaines qui affichait une cohésion lors des pourparlers à Rome. C'est en ordre dispersé que les organisations congolaises se sont présentées au dialogue intercongolais, avec des représentants remplis d'ambitions personnelles. « Tel nourrissait l'espoir de postuler à un portefeuille ministériel, tel autre au governorat d'une région, un troisième se positionnait dans la perspective des élections. » (Ploquin, 2001, p. 143). La divergence entre les organisations locales de la société civile fut telle qu'elle s'est reflétée sur le vote portant sur les résolutions de l'accord politique. Alors que 45 délégués du milieu associatif ont voté en faveur de l'accord, les 21 autres délégués ont voté contre celui-ci.

Dix ans plus tôt, certains représentants du milieu associatif avaient bien compris que l'organisation locale est, entre autres, un tremplin pour se lancer en politique. La fin de la Conférence nationale souveraine de 1992 est un parfait exemple qui illustre le passage des acteurs du milieu associatif au milieu politique. Pierre Lumbi, de « Solidarité paysanne » au Kivu a été le premier à aller d'une organisation sociale au gouvernement. Après lui, plusieurs autres lui ont emboité le pas en entrant au Haut Conseil de la république – Parlement de transition (HCR-PT) (Ploquin, 2001 ; Bagalwa, 2009). Le passage d'acteur social à acteur politique va développer un clivage politique dans le milieu associatif où certaines organisations étaient vues comme progouvernement, alors que d'autres étaient labellisés pro-opposition.

Les acteurs sociaux convertis en acteurs politiques n'auront pas le temps de s'accoutumer à leurs nouvelles fonctions avant de subir la bipolarité qui divise la classe politique entre « mouvance présidentielle » et « forces du changement » venant ainsi consolider ou affaiblir les positions de l'un ou de l'autre camp qui lutte pour le pouvoir. En d'autres mots, pour les partis politiques, de même que pour le parti au pouvoir, les acteurs sociaux étaient devenus des acteurs politiques qu'il fallait avoir dans ses rangs afin de renforcer sa position et sa crédibilité auprès de la population. Ce nouveau rôle joué par les membres des organisations locales a non seulement contribué à affaiblir sa cohésion, particulièrement durant le dialogue intercongolais, mais il nous montre également combien les représentants des organisations locales de la société civile sont des agents ayant leurs propres intérêts et qu'ils sont prêts à bien des contorsions pour arriver à leurs fins.

La position ambivalente adoptée par les organisations locales a non seulement suscité des critiques de la part des médias, de la population et des acteurs internationaux, mais a également terni la crédibilité des organisations locales censées défendre les intérêts de la population dans la société. Au fil des années, les organisations de la société civile ont laissé entrevoir cette image d'un milieu associatif tremplin, où les acteurs ne jouent pas le rôle de « frein aux dérives de l'état », mais plutôt des compétiteurs à la recherche d'un positionnement dans les structures politiques de l'État.

3 MONUSCO et les organisations locales : Une collaboration limitée ?

L'Organisation des Nations Unies en général n'est pas restée indifférente aux efforts fournis par les organisations et communautés locales afin de contribuer à l'effort de paix dans les pays en proie aux conflits. Faisant face à plusieurs pressions, l'ONU a ordonné une enquête privée en 2014, afin de revoir l'efficacité des OMPs. De ce rapport, quatre points essentiels sont retenus : « First, politics must drive the design and implementation of peace operations. Second, the full spectrum of UN peace operations must be used more flexibly to respond to changing needs on the ground. Third, a stronger, more inclusive peace and security partnership is needed [...]. Fourth, the UN Secretariat must become more fieldfocussed and UN peace operations must be more people-centred » (de Coning et al., 2015, p. 2). Dans le rapport, les auteurs reconnaissent que « Partnering better with multilateral, existing and emerging regional and sub-regional actors and civil society is essential to making peace sustainable. » (UN, 2015, p. 46).

Sur ce dernier point qui est pertinent pour ce travail, le rapport invite le personnel des OMP à adopter une stratégie inclusive afin de travailler avec les populations qu'elles sont chargées de protéger. À ce titre, la MONUSCO a fait des efforts considérables en mettant en place des programmes visant à inclure les populations locales dans le processus de paix. Néanmoins, cette volonté d'inclusion des populations locales est limitée par la vision libérale de la paix qui prédomine les opérations de maintien de la paix de l'ONU. En d'autres mots la MONUSCO est confrontée à un dilemme qui consiste d'un côté, à intégrer la perspective locale dans ses programmes et de l'autre côté, à satisfaire les exigences libérales de maintien de la paix. La première partie de cette section va se concentrer à montrer comment la MONUSCO a essayer

de collaborer et d'intégrer les organisations et acteurs locaux au processus de paix à l'aide de deux programmes exécuter dans l'est de la RDC. La seconde partie, quant à elle, va essayer de démontrer combien l'intégration des organisations et populations locales dans le processus de paix est restreinte et limitée par la vision libérale qui prédomine le maintien de la paix.

Le programme *Community Liaison Assistants* est un projet pilote mis en œuvre pour établir un lien entre la MONUSCO et les populations civiles. Pour donner à la mission de meilleures chances de réussite, ce projet adopte une stratégie par le bas qui inclue les civiles dans le processus de paix (Wier et Hunt, 2011 ; Schia et al., 2013 ; de Coning et al., 2015). Le CLAs est composé d'employés recrutés localement dont le rôle est d'épauler la MONUSCO dans sa mission de protection des civils, en sensibilisant la population et en servant également d'informateur à la MONUSCO. Wier et Hunt qui parlent des civils employés par la MONUSCO affirment que: « They [...] act as the eyes and ears of the mission. » (2011, p. 2). À ce titre, les civils agissent comme des analystes des conflits et conseillent la MONUSCO sur les besoins sécuritaires de la population, sur les menaces ainsi que sur les stratégies à adopter pour y faire face (Wier et Hunt, 2011 ; Schia et al., 2013 ; de Coning et al., 2015).

Convaincue du succès de ce projet pilote qui a commencé avec la MONUSCO, l'ONU a décidé de répéter l'expérience dans d'autres pays comme c'est le cas en République Centre africaine, au Mali et au Soudan du Sud (de Coning et al., 2015). L'efficacité de ces agents locaux qui deviennent de plus en plus indispensables dans le succès de l'ONU repose sur un atout majeur dont sont dépourvus les intervenants internationaux. Non seulement les populations locales trouvent les agents locaux plus abordables grâce à la langue qu'ils ont en commun et à

l'image locale qu'ils représentent, mais ils sont également détenteurs du savoir-faire local. À ce sujet, Wier et Hunt trouvent que les agents locaux du CLAs « possess an insider's understanding of the nuances of local politics, personality and culture » qui leur donne une longueur d'avance sur les intervenants internationaux. Un membre de l'ONU interviewé par Wier et Hunt durant leur recherche sur le terrain va même à confirmer que ces agents détiennent « “more information than the (UN) battalion, the FARDC and the PNC combined.” » (Wier et Hunt, 2011, p. 2).

Quant au programme Community Alert Networks (CAN), il a été mis en œuvre pour connecter directement les populations locales aux responsables militaires de la MONUSCO, particulièrement en cas d'attaque (Wier et Hunt, 2011 ; Schia et al., 2013; de Coning et al., 2015). Des téléphones connectés, 24 heures sur 24, à la MONUSCO, sont remis à des personnes clés de la population pour que celles-ci alertent la mission soit pour prévenir une attaque ou intervenir pour y mettre fin. Les personnes sont sélectionnées à travers un processus rigoureusement pensé par la MONUSCO. Elles sont identifiées dans les organisations locales, les églises ou dans l'administration de la localité ; elles sont jugées d'être des personnes fiables, susceptibles d'avoir des informations pertinentes.

Le programme CAN a eu comme objectif d'augmenter l'efficacité de la mission dans la perspective de mieux protéger la population civile. Il a adopté une approche qui met l'individu au centre de sa stratégie. Ce changement de cap montre que, la MONUSCO ne considère plus la sécurité comme une affaire purement militaire, qui concerne les Casques bleus et l'armée congolaise, mais bien une responsabilité commune à laquelle tout le monde est invité à prendre part.

Toutefois, les programmes CLA et CAN n'ont pas pu atteindre le plein potentiel et être exportés dans d'autres régions de la RDC affectées par la guerre. Ces deux projets pilotes sont confrontés à des problèmes de ressources qui se traduisent par une faible collaboration entre la MONUSCO, les organisations et des populations locales dans le processus de paix. Par manque de financement, les programmes CLA et CAN n'arrivent pas à atteindre leurs objectifs (Wier et Hunt, 2011 ; de Coning et al., 2015; Schia et al., 2013). Par conséquent, les populations dans les zones éloignées des bases de la MONUSCO n'ont pas accès à la même sécurité que celles dans les zones les plus proches, et restent ainsi vulnérables aux attaques.

L'investissement modeste de la MONUSCO au niveau local est un problème systémique dont la source réside dans la vision libérale qui guide les OMPs. Celui-ci avait également été évoqué par Autesserre en 2010, dans *The Trouble with The Congo*. Selon l'explication de l'auteure, la MONUSCO considère les conflits locaux comme étant des problèmes internes qui doivent être résolus par le gouvernement et les autorités locales. Vue ainsi, il incombe à Kinshasa d'investir dans des programmes locaux et non pas à la MONUSCO. Le gros du budget de la MONUSCO est consacré à des programmes nationaux et régionaux qui visent à reconstruire l'État car, « the international community – based on the global culture of liberal peace – perceived statebuilding with a focus on elections as the most appropriate peacebuilding tool. » (Hellmuller, 2013, p. 222). En d'autres mots la MONUSCO se focalise sur la construction de l'État car, selon la vision libérale, plus un État est fort, moins il devrait avoir des conflits locaux parce que, celui-ci sera à même de les prévenir et de les résoudre.

La focalisation sur la construction de l'État a également fait de l'ombre à d'autres mécanismes qui auraient pu contribuer à la consolidation de la paix, d'après l'opinion de certains

membres de la population locale. Par exemple, Hellmuller (2013) constate que « The priorities of the Iturian people such as reconciliation and the resolution of land conflicts were not sufficiently integrated into the global culture of peacebuilding. » (p. 225). À ce sujet, l'on se rappelle que l'Accord global et inclusif de Sun City avait mis sur pied la Commission vérité et réconciliation. Cette commission dont la direction a été confiée aux organisations locales n'a jamais reçu les moyens nécessaires afin de mener à bien sa mission. Pour la MONUSCO, les travaux de la Commission vérité et réconciliation ne constituaient pas une priorité. De l'avis d'Hellmuller, la réconciliation était vue par la MONUSCO comme pouvant retarder ou nuire au processus électoral. Vue de cette manière, celle-ci n'était pas exécutée comme une fin en soi, mais bien comme un moyen pour réaliser les élections. En d'autres mots, les activités de pacification menées par la Commission vérité et réconciliation étaient orientées de sorte à faciliter la tenue des élections. Le président de la Commission vérité et réconciliation avait lui même avoué dans une entrevue avec Hellmuller que : « 'we have been busy mostly on [sic] the pacification of communities, to allow for this election to take place' » (Hellmuller, 2013, p. 225).

Les travaux de la Commission se faisaient à deux niveaux. Au niveau du gouvernement de transition afin de régler les conflits entre les responsables politiques. Puis au niveau communautaire où elle animait des ateliers sur la paix et la réconciliation. Mais Hellmuller note que les activités au niveau communautaire étaient limitées. D'après ses observations, elles ne se sont jamais étendues à l'ensemble du district de l'Ituri. Ceci explique, en partie, pourquoi la commission était méconnue par les ituriens. Les habitants de l'Ituri qui connaissaient l'existence de la commission en parlaient avec déception de voir que la commission n'a pas été en mesure d'accomplir sa mission. Ce que l'on peut retenir de ce paragraphe est qu'alors que les populations locales considéraient la réconciliation comme une partie prenante du processus de paix, l'ONU a

préconisé les élections qui cadrent bien avec la logique libérale et internationale de la construction de la paix.

À l'instar de la Commission vérité et réconciliation, d'autres stratégies de construction de la paix qui étaient préconisées par les populations locales, ont fait l'objet d'un faible degré d'intégration dans la vision globale de l'ONU. Il s'agit par exemple des conflits fonciers (land conflicts). La résolution des conflits fonciers n'a jamais fait partie du mandat de la MONUSCO (Autesserre, 2010 ; Hellmuller, 2013). Dans les rares cas où ces conflits ont été évoqués, ils ont été interprétés par l'ONU comme le produit de la guerre, c'est-à-dire dus au retour des déplacées dans leurs communautés. Cette vision est diamétralement opposée à celle des populations locales qui voient les conflits fonciers comme la cause de la guerre (Autesserre, 2010 ; Hellmuller, 2013).

Hellmuller constate qu'au niveau politique, les conflits fonciers sont rarement mentionnés dans les rapports de l'ONU. Les conflits fonciers sont mentionnés seulement lorsqu'ils font référence au retour des réfugiés dans leur communauté, comme ce fut le cas dans la résolution 2053 (2012). De plus, l'auteure observe que sur un point de vue pratique, la composante de la MONUSCO responsable des conflits fonciers s'est installée en Ituri seulement en 2009. La composante de la MONUSCO en charge des conflits fonciers ne s'est pas installée en Ituri pour résoudre les conflits comme cause de la guerre, mais bien pour répondre à une demande du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) qui trouvaient que le retour des réfugiés et des déplacés internes créait des conflits qui devenaient de plus en plus incontrôlables (2013, p. 226). En bref, cet exemple illustre combien la prédominance de la conception libérale de résolution des conflits, préconisée par la MONUSCO, s'est traduite par une faible intégration de

la perspective locale des causes et des solutions des conflits en RDC.

Enfin, quand bien même la MONUSCO a affiché des efforts réels d'inclusion des populations locales dans le processus de paix, tel que c'est fut le cas avec le programme CLA et CAN, cette volonté était contrebalancée. Les employés locaux de la MONUSCO ont toujours été subordonnés aux employés internationaux de l'organisation. Tel qu'observé par Autesserre, alors que les intervenants internationaux se retrouvent souvent à des postes de responsable et détiennent un pouvoir décisionnel, les locaux sont relégués aux postes subalternes et reçoivent les ordres d'en haut (2014a, p. 85). Cette division de travail nous amène à tirer quelques observations. Premièrement, les acteurs locaux ne participent pas directement à la construction des programmes de maintien de la paix. Par conséquent, il y a une faible intégration du savoir-faire local qui devient importante seulement lorsqu'il s'agit d'exécuter les programmes déjà pensés par ceux plus hauts. Deuxièmement, le rôle des subalternes se limite à la collecte des données et des informations qui sont ensuite analysées et étudiées par les intervenants internationaux, rares sont les programmes où les intervenants locaux participent dans le processus de construction (Autesserre, 2014, p. 85). Cette relation asymétrique est également observable dans les interactions entre la MONUSCO et les ONGs locales, dans la mesure où les organisations locales doivent adapter leurs programmes afin de répondre aux priorités de la MONUSCO qui sont dictées par la thématique internationale (Hellmuller, 2013).

En conclusion, du cas de la RDC, on retient qu'au début de la mission de l'ONU, il y avait une prédominance de l'expertise internationale qui a mis au cœur du processus de paix les diplomates internationaux et les chefs d'État. Avec le temps, la mission a évolué et des efforts ont été consentis afin de prendre en considération les perspectives locales, en travaillant davantage

avec les populations et les organisations locales. Toutefois, cette intégration a été minimale, octroyant trop peu d'espace, d'autonomie et de liberté d'action aux organisations locales; la vision top-down prévalant nettement tout au long du processus. Ceci suggère donc une différence importante entre la MONUSCO et l'ONUMOZ, sur laquelle nous revenons dans le chapitre qui suit.

CHAP IV : LES ORGANISATIONS LOCALES DANS LE PROCESSUS DE PAIX, QUELLE DIFFÉRENCE ?

Dans les précédents chapitres, nous avons illustré l'implication des organisations locales dans les processus de paix au Mozambique et en RDC. Cette implication n'a pas débouché sur le même résultat : si elle a conduit à une paix durable au Mozambique, tel n'est pas le cas pour la RDC. Face à ce constat, la question principale soulevée dans ce travail est : De quelles manières les relations entre les opérations de maintien de la paix et les organisations locales de la société civile influent-elles sur la production de la paix dans les pays en conflit ? À cette question, la thèse défendue est que le succès de l'ONUMOZ s'explique entre autres par une participation élevée des organisations locales de la société civile au processus de paix, alors que la MONUSCO s'est contentée d'une faible participation de celles-ci.

Le résultat obtenu au Mozambique s'explique notamment par l'intégration plus élevée des organisations locales au processus de paix, dans un climat de collaboration avec les intervenants internationaux. Mieux encore, l'ONUMOZ a pris en compte le savoir-faire local pour consolider sa démarche. Le cas de la RDC prend le contrepied de l'expérience mozambicaine. Il montre que l'implication des organisations locales a été bien moindre et que la MONUSCO n'est pas parvenue à consolider la paix. En ciblant trois questions précises, ce dernier chapitre se propose de soulever quelques points de comparaison entre le Mozambique et la RDC, afin de bien mettre en lumière la variation entre les deux niveaux de collaboration des organisations locales et le lien avec la durabilité de la paix.

1 Les organisations locales ont-elles pris part aux négociations de paix ?

Au Mozambique comme en RDC, plusieurs efforts avaient été faits afin de mettre un terme aux conflits. Pour le Mozambique, nous pouvons évoquer le pacte de non-agression Nkomati. Signé en 1984, par FRELIMO et l’Afrique du Sud qui soutenait financièrement et militairement RENAMO, il avait pour but de faire taire les armes afin de laisser place à la négociation. Ce pacte a été suivi par des pourparlers entre FRELIMO et RENAMO l’année suivante, sans trop de succès (Vines, 2013). De la même manière, en RDC, l’Accord de Lusaka de juillet 1999, dont le but était de ramener le pays sur la voie de la pacification n’a pas eu de succès. À l’instar du pacte Nkomati, l’Accord de Lusaka s’est soldé par un échec, car les signataires avaient repris le chemin de la violence lorsqu’ils en ont eu l’occasion. Dans les deux cas, l’on retiendra qu’autant les organisations locales mozambicaines que congolaises n’ont jamais été conviées au dialogue et encore moins à la signature desdits Accords. En effet, le pacte de non-agression Nkomati, de même que l’Accord de Lusaka n’ont été négociés et signés que par les gouvernements respectifs et les groupes rebelles.

Par contre, les accords subséquentement signés avec le concours des organisations locales ont apporté une paix plus ou moins durable, selon le degré de collaboration et d’intégration de ces organisations dans le processus de paix. Le Mozambique nous présente un scénario qui conduit le pays à la pacification. En effet, les organisations locales, et principalement les organisations religieuses, étaient actives dans la prévention de la paix depuis l’époque coloniale, bien avant l’indépendance et la guerre civile dans le pays. Le rôle que ces organisations locales ont joué a été déterminant : d’une part, elles incitaient le gouvernement à renoncer à la guerre et se lancer dans des pourparlers avec le groupe rebelle ; d’autre part, elles activaient la médiation entre

FRELIMO et RENAMO bien avant le début officiel du mandat de l'ONU ou encore l'intervention de Sent'Edigo. Grâce à cette mobilisation constante, elles ont pu être présentes aux négociations de Rome, notamment par l'évêque Gonçalves, en tant que représentant des populations mozambicaines (Gentili, 2013). La prise en compte des spécificités locales, l'implication des acteurs locaux et des organisations locales ont été des éléments clés qui ont contribué au succès mozambicain. Ainsi dit, la vision de la médiation était basée sur une compréhension approfondie des rouages du conflit ainsi que des acteurs principaux qui tiraient les ficelles. Pour Gentilli, «Critical where also direct lines of communication not only with FRELIMO and RENAMO's top brass [...] but also with catholic and protestant churches on the ground, [...] and above all, with grassroots Mozambicans» (2013, p. 8).

L'expérience congolaise montre que la diplomatie officieuse (Track II diplomacy) «played a minimal role in facilitating the signing of a cease-fire agreement.» (Naidoo, 2000, p. 85). C'est sous l'impulsion des présidents africains que commence la médiation pour la paix en RDC. Les organisations congolaises étaient les grandes absentes des tractations qui ont duré environ deux ans. Par exemple, il a fallu attendre plusieurs mois pour que celles-ci soient consultées sur l'Accord de Lusaka, un texte auquel elle n'avait pas participé à rediriger.

Notons cependant que les organisations congolaises ont pris part au dialogue Intercongolais qui a débouché sur l'organisation des toutes premières élections à la suite de la signature de l'Accord global et inclusif. S'il est difficile de dire que ces organisations ont pesé dans les négociations, vu qu'elles étaient en infériorité numérique comparativement aux autres

groupes (gouvernement, opposition, rebelles), il reste attesté néanmoins qu'elles ont su obtenir d'importantes concessions. Non seulement les organisations congolaises ont contribué dans ce projet pour que l'Accord de Sun-City voie le jour, elles ont également obtenu la direction des institutions censées renforcer la démocratie et les droits de la personne dans le pays (Ploquin, 2001, Sadiki, 2015).

Dans l'accompagnement pour la consolidation de la paix, il se dégage que la prise en considération de la perspective locale dans le processus de paix en RDC était tardive et limitée. Pour la MONUSCO, la priorité n'était pas la perception locale des causes et des solutions du conflit, mais plutôt l'organisation des élections. Elle était convaincue qu'il s'agissait d'une stratégie gagnante pour que revienne la paix. Il a fallu attendre jusqu'en 2009 avant que les préoccupations locales fassent partie des programmes de l'ONU (Autesserre, 2010; Hellmuller, 2013). De plus, le conflit et les solutions à celui-ci, tels que vus par les populations et organisations locales, étaient secondaires à la vision onusienne déterminée par une logique libérale (Hellmuller, 2013). Par conséquent, quand bien même la MONUSCO a essayé d'intégrer la perspective locale dans ses programmes, celle-ci était faible tel qu'il a été démontré avec le programme CLA, CAN et la Commission vérité et réconciliation, ou encore les conflits fonciers.

Au regard de ces deux expériences, on peut conclure que les organisations mozambicaines ont été avant-gardistes et au cœur du processus de paix, tandis que les organisations congolaises n'ont été que des collaboratrices tardives et partielles au processus de paix.

2 Les bénéficiaires des OMP se sont-ils appropriés les accords de paix ?

Durant le processus de paix au Mozambique, les organisations mozambicaines ont joué un rôle non négligeable avant, pendant et après l'ONUMOZ. La proactivité des organisations locales tout au long du processus de paix a donné lieu à une meilleure mise en œuvre de l'Accord général signé à Rome. En effet, pour avoir participé à la rédaction dudit accord, les organisations locales le maîtrisaient et ont su le revendre à la population et aux rebelles qui en étaient les premiers bénéficiaires. À cet effet, une vraie campagne post-accord a été entamée afin de faire connaître l'accord et de le faire accepter à l'ensemble des Mozambicaines et Mozambicains (Vine et Wilson, 1995; Segulane et Gonçalves, 1998, Edis 1995).

Ce premier point est important et il marque une première différence avec ce qui s'est fait ou ne s'est pas fait en RDC Les accords de paix conclus se limitent souvent au niveau de l'élite politique, les chefs rebelles et les médiateurs ayant participé aux pourparlers, et ils sont rarement présentés et expliqués aux communautés locales, pour lesquelles il est difficile d'accepter un accord et de contribuer à son succès lorsqu'elles en ont été exclues (Hellmuller, 2013).

Les organisations mozambicaines ne se sont pas contentées de voir les belligérants signer un accord de paix. Elles ont suivi l'application, en s'organisant pour qu'il soit observé et appliqué. Pour ce faire, des conférences, des rencontres et des ateliers ont eu lieu dans l'ensemble du pays (Edis, 1995). Comme l'observe Gentili, «all measures had to be agreed by the government and the RENAMO leadership, as more time was necessary to demobilize the soldiers, to involve the population, and to advance the process of reconciliation in the country at

large through local initiatives. » (Gentili 2013, p. 12).

Ce grand mouvement de mobilisation était, dans une moindre mesure, observé également en RDC et ceci marque la seconde différence. Les organisations congolaises ont mené des activités de vulgarisation une fois l'Accord global et inclusif signé. Mais la différence avec le cas mozambicain est que ces activités étaient, d'une part, ponctuelles et exécutées sur une période plus courte, car les élections étaient la priorité pour la MONUSCO. De plus, elles se limitaient aux grandes villes, sans s'étendre aux régions où les conflits étaient plus présents (Hellmuller, 2013).

3 La collaboration des organisations locales est-elle suffisante pour paix durable ?

Le savoir-faire local est un facteur déterminant dont on ne peut se passer dans le processus de paix, cependant celui-ci en est un parmi tant d'autres. Au-delà de la perspective locale, Gentili (2013) identifie également d'autres facteurs qui ont contribué à concrétiser la paix au Mozambique. Parmi eux, l'auteur cite le contexte international, les incitatifs politiques et financiers donnés tant à FRELIMO qu'à RENAMO.

À cette liste on peut y ajouter plusieurs autres facteurs qui ont pu contribuer à la pacification du Mozambique. Le conflit au Mozambique était binaire et n'opposait que le gouvernement FRELIMO au groupe rebelle RENAMO (Vines et Wilson, 1995). Sur ce point, on peut évoquer l'argument de Walter (1999) pour qui la volonté des deux groupes est un facteur qui

a contribué à la paix au Mozambique, et qui était plus facile à atteindre dans la mesure où elle n'impliquait que deux 'volontés'. Par contre, en RDC, le conflit met aux prises un nombre important de groupes armés, lequel se scindent en de nouveaux groupes après chaque accord signé. De plus, le conflit en RDC comprend des groupes armés venus de pays voisins, en plus des armées des pays voisins eux-mêmes, et qui ont même été jusqu'à se battre les uns contre les autres en RDC (pensons aux armées régulières ougandaises et rwandaises qui se sont combattues les unes les autres en RDC) (Autesserre, 2010; Sadiki, 2011b). Par conséquent, la guerre en RDC comprend un si grand nombre d'acteurs et a atteint un tel degré de complexité, par rapport au Mozambique, que le chemin vers une paix durable est bien plus difficile à emprunter. Il est généralement plus simple de convaincre deux groupes à s'entendre et à faire certains compromis, que d'obtenir une même issue pacifique lorsque le nombre de belligérants est en constante croissance et que leurs intérêts, leur compréhension de la situation, et leur cohésion interne fluctuent autant.

Enfin, ce nombre important de belligérants est lui-même en partie fonction des ressources naturelles dont dispose le pays et qui sont uniques en Afrique, voire au monde. La convoitise que ces ressources génèrent complexifie d'autant plus les dynamiques de paix et de conflit. Ces ressources naturelles, leur disposition sur le territoire gigantesque, leur diversité, et leur grande valeur, représentent ensemble une structure d'incitatifs qui nourrissent le conflit.

La géographie politique du conflit dans les deux pays constitue aussi un facteur important. Avec une superficie qui fait presque trois fois la taille du Mozambique, la RDC est un pays

immense où les zones de guerre sont souvent éloignées de la capitale, alors qu'au Mozambique la guerre affectait l'ensemble du pays et le groupe rebelle contrôlait presque la moitié du pays (Segulane et Gonçalves, 1998). Cela influe à la fois sur la capacité de l'État à agir et sur les incitatifs à le faire. Des conflits qui se déroulent à près de 3000 kilomètres de la capitale, donc du cœur politique, sont à la fois plus difficiles à gérer, tout en paraissant moins urgents à régler.

Par ailleurs, les changements qui se sont opérés sur la scène internationale ont également été déterminants dans la poursuite de la paix au Mozambique. D'une part, la fin de la guerre froide qui se traduit par l'effondrement du socialisme a poussé les sponsors de FRELIMO, dont la Chine et l'URSS, à considérablement revoir leurs supports à la baisse. FRELIMO n'ayant plus des moyens subséquents, le coût de la guerre devenait insoutenable. D'autre part, la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, met fin au mouvement nationaliste armé de l'ANC qui se transforme en parti politique. Par conséquent, FRELIMO n'avait plus de raison de soutenir militairement l'ANC, tout comme l'Afrique du Sud n'avait plus d'incitatif à financer le groupe rebelle RENAMO. Quand bien même Walter pense que : «It seemed unlikely [...] that the reduction of outside aid suddenly convinced the two sides to settle» (Walter, 1999, p. 145). On peut donc penser que le retrait des sponsors de la guerre civile au Mozambique a pu en partie contribuer au changement dans la stratégie de FRELIMO face à la guerre. Par contre, on ne peut pas affirmer que ce facteur à lui seul explique la fin du conflit et la paix relative suite aux accords de paix. Pour en arriver là, un autre facteur devenait important, la voix du dialogue et le rôle d'organisations locales dans ce processus.

Ce chapitre se voulait comparer l'ONUMOZ à la MONUSCO autour des questions bien ciblées. De ce fait, il ressort que la perspective locale du conflit et les solutions ont été prise en compte dans le processus de paix au Mozambique, alors qu'en RDC elle a été moindrement considérée, car la MONUSCO avait privilégié une approche thématique qui subordonnée toute initiative à l'organisation des élections. De plus, ce chapitre révèle qu'après la signature de l'Accord de Rome, les organisations mozambicaines et particulièrement les églises ont multiplié les initiatives afin de faire connaître le contenu de l'Accord au Mozambicains et les amener à y adhérer, car elles étaient convaincues que la paix n'était possible qu'avec le concours de tous les Mozambicains. En revanche, en RDC on remarque que peu de travail a été fait dans ce sens-là. C'est-à-dire, une fois l'accord général et inclusif signé, peu d'actions ont suivi afin de s'assurer que celui-ci passe de la théorie à la pratique. En effet, le contenu de l'accord s'est largement limité aux personnes l'ayant signé. Finalement, cette section soutient également que la perspective locale qui s'exprime par le savoir-faire local n'est qu'une variable parmi tant d'autres qui contribue à la construction de la paix. À lui tout seul, le savoir-faire local n'est pas une variable suffisante.

CONCLUSION: QUE RETENIR DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN PAIX DE L'ONU

Pour œuvrer au règlement pacifique des conflits dans le monde, l'ONU s'est dotée des divers mécanismes politiques, diplomatiques et militaires pour réaliser ce noble objectif. Depuis sa toute première mission en 1956, les opérations de maintien de la paix ont été renforcé pour devenir à la fois « robuste » (Clark, 2011, p. 369) et avoir recourt aux moyens coercitifs pour instaurer la paix (Diehl, 2008). Cependant, on note que les missions en cours laissent entrevoir que l'organisation peine encore à trouver l'équilibre entre perspective locale d'une part, et expertise internationale d'autre part.

En s'intéressant aux opérations de maintien de la paix de l'ONU au Mozambique et en République démocratique du Congo, ce travail avait comme objectif d'analyser l'accomplissement de ces missions en y analysant de plus près l'interaction entre cet acteur externe et les acteurs locaux. La littérature sur ce sujet suggère que la prédominance de l'expertise internationale dans les missions de paix se fait souvent sans prendre en compte la perspective locale, et se traduit donc par une faible participation des organisations locales au processus de paix, et que par conséquent, ceci qui aurait pour effet d'affaiblir l'ensemble du processus et ce faisant, les résultats mêmes de l'opération. Vu de cette manière, est apparue centrale la question de savoir de quelles manières les relations entre les opérations de maintien de la paix et les organisations locales de la société civile (OLSC) influent-elles sur la production de la paix dans les pays en conflit ?

Le regard porté sur l'Opération des Nations unies au Mozambique et la Mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, a permis de valider la thèse suivante : Les relations plus denses et intégrées entre l'ONUMOZ et les OLSC ont contribué à l'instauration d'une paix durable au Mozambique, alors que les interactions limitées et faibles entre la MONUSCO et les organisations de la société civile expliquent, en partie, l'incapacité de la mission à atteindre pleinement son objectif de paix durable dans l'est de la RDC.

Les approches anthropologiques ont remis en question les approches libérales de maintien de la paix et soutiennent que la conclusion d'une paix durable passe par la combinaison de la perspective locale à l'expertise internationale. Les travaux de Autesserre (2011; 2014a), de Rubinstein (2008), et de Hellmuller (2013), entre autres, nous ont en effet offert un socle analytique essentiel, en invitant les chercheur-e-s à mieux comprendre le rôle central des acteurs locaux, et les liens qu'ils peuvent tisser avec les opérations internationales. Ce travail vient enrichir cette théorie en la confirmant à l'aide de deux cas concrets, celui du Mozambique et de la RDC. Nous avons comparé les deux cas en y analysant le degré de participation d'organisations locales de la société civile. Le cas du Mozambique permet de soutenir qu'il y a bel et bien eu une plus grande participation des organisations locales au processus de paix, participation qui avait débuté avant l'arrivée de l'ONU. Cette prise en compte du savoir-faire local a contribué à trouver un accord entre les belligérants et mener le pays sur la voie de la paix durable. En revanche, en RDC où l'on a observé une intégration minimale et limitée du savoir-faire local, peu d'espace, de liberté et d'autonomie ont été donnés aux organisations locales. L'opération de maintien de la

paix de l'ONU qui a orienté ses stratégies vers l'approche libérale est toujours en cours depuis 1999, alors que l'est de la RDC reste encore en proie aux conflits.

Bien sûr, il importe de souligner que l'aboutissement de ce travail de recherche a été confronté à certaines faiblesses qui ont empêché d'apporter des nuances analytiques sur quelques arguments avancés. L'analyse sur le Mozambique s'est heurtée à un manque de données sur ce cas, de même qu'à une littérature scientifique très limitée, notamment en comparaison du cas congolais. Cela nous a limités notamment au regard des données empiriques; il a ainsi été difficile de pouvoir à la fois identifier d'autres organisations locales que le CCM et d'en analyser les rôles. Avec de telles données en main, nous aurions pu broser un portrait plus complet des différents acteurs locaux et des différentes relations établies entre l'ONUMOZ et celles-ci. Ceci étant, malgré une littérature limitée et ancienne, ce travail a pu mettre en évidence le rôle actif du collectif d'organisations qui œuvrent sous le chapeautage du CCM, qui a pu œuvrer pour la paix au Mozambique.

Quant à la RDC, l'une des limites est bien sûr que l'immensité du théâtre d'opérations congolais fait en sorte que l'analyse n'a pas pu le couvrir en totalité, et dans toute sa complexité. Par conséquent, l'analyse n'apporte pas toutes les nuances, d'autant plus que le degré d'intégration des organisations locales ainsi que l'intensité des conflits peuvent varier d'un lieu à un autre. Finalement, une étude plus approfondie aurait aussi permis de mieux comprendre les multiples stratégies des acteurs locaux dans leurs relations avec la MONUSCO. On aurait ainsi pu broser un portrait plus nuancé de ces relations. Ce constat vient affaiblir l'argumentation

autour de la perspective locale. En dépit des limites susmentionnées, la MONUSCO est un bon exemple d'OMP où il y a prédominance de l'expertise internationale au détriment de la perspective locale.

Pour conclure, il sied de mentionner que la collaboration des organisations locales au processus de paix s'avère indispensable dans les pays en conflits. Elle apporte le savoir-faire local parce qu'il vient de la base avec des acteurs de terrain qui vivent les atrocités, qui connaissent bien les désirs et les souhaits des gens ordinaires. Ceci étant dit, il faut reconnaître que, au-delà de la perspective locale des conflits et des solutions potentielles, d'autres facteurs contribuent à concrétiser la paix, comme le révèle le cas du Mozambique, notamment avec l'expertise internationale, les incitatifs politiques et financiers dont ont bénéficié FRELIMO et RENAMO. Le conflit congolais, beaucoup plus complexe que celui de Mozambique, a impliqué des groupes insurgés locaux et des groupes armés venus des pays voisins, tant et si bien que les négociations devaient tenir compte de tous ces acteurs. Mais au niveau national, la perspective locale portée par les organisations locales s'est trouvée étouffée par ces groupes armés, sans compter les ambitions politiques qui ont hanté les représentants de certaines de ces organisations locales.

Des études qui s'intéressent à l'impact des organisations locales dans les opérations de maintien de la paix restent très sporadiques dans les sciences sociales en général, et dans la science politique en particulier. Ceci s'explique fort probablement par les obstacles liés à la recherche en zones de conflit. Les chercheur-e-s qui souhaitent s'approcher au plus près des

réalités quotidiennes, dans une perspective ethnographique, font en effet face à des risques importants. Mais, *in fine*, des recherches plus abondantes, qui préconisent la méthode ethnographique, ne pourront que contribuer à enrichir ce domaine qui reste encore largement inexploré et à repenser les opérations de maintien de la paix.

Cette étude ouvre par ailleurs des pistes de recherche futures qui pourraient faire la lumière sur des éléments que l'on maîtrise encore peu, ou mal. Par exemple, les récents conflits signalés au Mozambique (2016) viennent remettre en cause le travail accompli par l'ONUMOZ, mais aussi l'implication des organisations locales dans l'effort de paix. Déterminer les causes de la résurgence des conflits au Mozambique permettra, en même temps, d'affiner notre compréhension des relations entre acteurs locaux et internationaux. Le cas de la RDC est caractérisé par une intégration minimale et limitée des organisations locales. Cependant la mission de l'ONU en RDC n'est pas constante et varie d'une région à un autre. Alors que cette recherche s'est limitée à la région de l'Ituri et du Kivu, étendre des études similaires à l'ensemble du territoire où opère la MONUSCO ne pourra que contribuer à enrichir l'analyse en mieux définissant le rôle des organisations locales dans chaque région et l'impacte de celui-ci sur la paix. En effet, il faut rappeler que certaines régions qui autrefois connaissaient des conflits se portent mieux aujourd'hui que d'autres, suite aux opérations de maintien de la paix.

Finalement, après l'ONUMOZ qui est l'un des rares cas où l'on a assisté à la participation des organisations locales au processus de paix, l'approche libérale de maintien de la paix s'était imposée jusqu'à tout récemment. Aujourd'hui l'on observe qu'en théorie, l'ONU cherche à

innover et trouver de nouvelles manières de mener les opérations de maintien de la paix. Mais en pratique, l'innovation se fait encore attendre, car elle doit rompre avec la culture hégémonique des opérations de maintien de la paix qui reste encore dominante. Alors, comment concilier l'approche libérale de maintien de la paix qui prône la construction de l'État aux approches anthropologiques qui préconisent l'inclusion des personnes directement affectées par les atrocités des conflits au processus de paix ?

Chronologie des conflits

1 Mozambique

25 Juin 1975 : Indépendance

Samosa Machel devient le premier président de la République populaire du Mozambique

1977 : Formation de RENAMO

Début de la guerre civile au Mozambique. La guerre s'intensifie en 1980 lorsque l'Afrique du Sud devient le sponsor officiel de l'organisation. À partir de 1982 RENAMO devient actif dans l'ensemble du pays et représente une vraie menace à FRELIMO.

1984 : Accord Nkomati

À la suite de l'accord Nkomati entre le gouvernement sud-africain et FRELIMO, l'Afrique du Sud, diminue son apport à RENAMO et l'incite à recruter des combattants à l'intérieur du Mozambique plutôt que de se servir de l'Afrique du Sud comme base arrière.

1988 : ouverture des pourparlers par les églises

Le nouveau président du Mozambique, Joaquim Chissamo procède à des réformes politiques, économiques et sociales et donne, par la même occasion, son feu vert aux églises catholiques, anglicanes et protestantes afin de rentrer en contact avec le groupe rebelle RENAMO.

Juillet 1990 : Ouverture officielle des pourparlers de Rome

Présidé par la communauté Catholique Sant' Egidio, les négociations de Rome réunissait, pour la première fois, FRELIMO et RENAMO à la même table des négociations. On note également la présence des médiateurs tel que l'évêque Gonçalves qui représentait le CCM.

Octobre 1992 : Accord Général de Paix (AGP)

Cette date marque la signature de l'Accord général de paix, aussi connu comme l'Accord de Rome entre le leader de FRELIMO (Joaquim Chissamo) et le leader de RENAMO (Afonso Dhlakama).

Décembre 1992 : Résolution de l'ONU

La résolution 797 (1992) du Conseil de sécurité de l'ONU donne à l'UNOMOZ le mandat de faire respecter l'Accord de Rome, avec comme objectif principale l'organisation et la coordination des élections.

Octobre 1994 : Élection mozambicaine

Le pays tient ses toutes premières élections du 27 au 29 octobre 1994. La participation est estimée à 85% et sur 250 sièges, FRELIMO et RENAMO obtiennent 129 et 112 sièges respectivement et les 9 autres sont obtenus par un troisième parti.

Novembre 1994 : Concession

Après que l'ONU ait proclamé les élections comme étant libres et indépendantes, Dhlakama concède la victoire à Joaquim Chissamo qui devient le premier président élu du Mozambique.

Décembre 1994 : Fin de l'ONUMOZ

La mission de l'ONU prend officiellement fin le 9 décembre 1994 et l'ONU se retire du pays en Janvier de l'année suivante.

2 RDC

1994 : Génocide au Rwanda

Plus d'un million d'hutu se réfugient dans l'est de la RDC (région du Kivu) le long de la frontière entre la RDC et le Rwanda. L'arrivée en masse des hutus crée des conflits dans le nord et le sud Kivu entre différents groupes ethniques.

Octobre 1996 : Première guerre du Congo

La guerre oppose les forces armées congolaises contre l'AFDL de Laurent Désiré Kabila (soutenu par le Rwanda) qui veut renverser le régime de Mobutu.

Mai 1997 : Changement de régime

L'AFDL renverse Mobutu et Laurent Désiré Kabila devient le nouveau président du pays qu'il rebaptise la République démocratique du Congo.

Aout 1998 : Seconde guerre du Congo ou première guerre africaine

Cette guerre oppose le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) soutenu par le Rwanda, l'Uganda et le Burundi à L'AFDL de Laurent Kabila soutenu par le Zimbabwe, l'Angola, la Namibie, mais également le Tchad et le Soudan.

Juillet 1999 : Accord de Lusaka

L'accord de Lusaka proclame le cessez le feu entre les belligérants nationaux et régionaux et propose une feuille de route pour le retour de la paix dans la région de l'est.

Novembre 1999 : MONUC

Suite à l'accord de Lusaka, la résolution 1279 (1999) du Conseil de sécurité de l'ONU confie à la MONUC le mandat de faire respecter l'Accord de Lusaka et procéder au désarmement des différents groupes. La mission de la MONUC va évoluer suite à une succession de résolutions. La MONUC deviendra la MONUSCO afin de refléter l'évolution de la mission.

Janvier 2001 : Assassinat de Laurent désiré Kabila

Laurent désiré Kabila est assassiné et son fils Joseph Kabila le remplace à la tête du pays

Avril 2002 : Accord de Sun City

De son vrai nom Accor global et inclusif sur la transition en RDC constitue en théorie l'épilogue de la deuxième guerre du Congo. Plusieurs groupes de la société civile, des mouvements rebelles, ainsi que l'opposition non armée y ont pris part. Par contre, l'UDPS et le RCD-Goma (soutenu par le Rwanda) ont refusé de signer le texte.

2003 : Formation d'un gouvernement de transition

Joseph Kabila forme un gouvernement de transition composé de 4 vice-présidents dont : Jean-Pierre Bemba du MLC, Abdoulaye Yerodia Ndobasi (gouvernement), Arthur Z'ahidi Ngoma (opposition politique), Azarias Ruberwa du RCD-Goma.

2004 : Résurgence des conflits dans l'Est de la RDC

Des conflits éclatent entre l'armée de Kabila, les banyarwanda et les banyamulege. Après cette date, plusieurs autres conflits vont éclater accompagnés de la création des différents groupes rebelles qui seront soutenus autant par le gouvernement de la RDC que par les gouvernements extérieurs.

2006 : Élections nationales

L'ONU organise les élections les plus coûteuses de son histoire en espérant que ceci va renforcer les institutions étatiques et ramener le calme dans le pays. Kabila obtient 45%, l'opposant Mbemba du MLC 20%, alors que l'UDPS n'y avait pas pris part par boycott.

BIBLIOGRAPHIE

ABIEW, Francis Kofi (2003). « NGO-Military Relations in Peace Operations, *International Peacekeeping* », *International Peacekeeping*, vol. 10, n° 1, p. 24-39

ANOUILH, Pierre (2005). « Sant'Egidio au Mozambique : de la charité à la fabrique de la paix », *Revue internationale et stratégique* vol. 3 n° 59, p. 9-20

ARMON, Jeremy et al. (1998) « Préface », *An International Review of Peace Initiatives*, issue 3, p. 5-9

AUTESSERRE, Séverine (2009). « Hobbes and the Congo. Frames, Local Violence, and International Intervention », *International Organization*, vol. 63, p. 249-280

AUTESSERRE, Séverine (2011). « Construire la paix : conceptions collectives de son établissement, de son maintien et de sa consolidation », *Critique internationale*, vol. 2, n° 51, p. 153-167

AUTESSERRE, Séverine (2014a). *Peaceland Conflict Resolution and Everyday Politics of International Intervention*, Cambridge: Cambridge University Press, 360 p.

AUTESSERRE, Séverine. (2014b). « Going micro: Emerging and future peacekeeping research ». *International Peacekeeping*, vol. 21 n° 4, p. 492-500.

BARNES, Catherine, (2006). *Agents for Change : Civil Society Roles in Preventing War and Building Peace*, EUROPEAN CENTRE FOR CONFLICT PREVENTION /INTERNATIONAL SECRETARIAT OF GLOBAL PARTNERSHIP FOR ARMED CONFLICT (Sept. 2006), vol. 2, 111 p.

AZEVEDO-HARMAN, Elisabeth (2016). « Patching Things Up in Mozambique » *Journal of Democracy*, vol. 26, p. 139-150

BUENO, N., et al. (2015). « Provincial Autonomy: The Territorial Dimension of Peace in Mozambique », *German Institute of Global and Area Studies*, n° 10, p. 1-8

BUSSY, Josaphat Musamba et Carol Jean, GALLO. (2016). « The Great Lakes Region of Africa: Local Perspectives on Liberal Peacebuilding from the Democratic Republic of Congo », In *The*

Palgrave Handbook of Disciplinary and Regional Approaches to Peace, Palgrave : Macmillan UK. p. 312-324

CARAYANNIS, Tatiana et WEISS, Herbert (2003). « The Democratic Republic of the Congo, 1996 -2002 », dans BOULDEN, Jane *Dealing With Conflict in Africa: The United Nations and Regional Organizations*, New-York, NY: Palgrave Macmillan, 325p.

CARLSON, Khristopher et MAZURANA, Dyan (2005). « Combattantes et prisonnières: la présence de filles et de jeunes femmes dans les forces armées de la Sierra Leone », dans RIOUX, Jean-Sébastien et GAGNÉ, Julie *Femmes et conflits armés : réalités, leçons et avancement des politiques*, Sainte-Foy, Québec : Presses de l'université Laval, 257p.

CHACHIUA, Martinho et Mark MALAN (1998). « Anomalies and Acquiescence: The Mozambican Peace Process Revisited », *African Security Review*, vol. 7, n° 4, p. 18-28

CHANDLER, David (2005). « Introduction: Peace without Politics », *International Peacekeeping*, vol. 12, n° 3, p. 307-321

CHINGONO, Mark (2015). « Women, war and peace in Mozambique: The case of Manica Province », *African Journal on Conflict Resolution*, vol. 15, n° 1, p. 108-130

CLARK, Janine Natalya, (2011). « UN Peacekeeping in the Democratic Republic of Congo: Reflections on MONUSCO and Its Contradictory Mandate » *Journal of International Peacekeeping*, vol. 15, p. 363–383

de Coning, Cedric et al. (2015). « Towards More People-Centric Peace Operations: From 'Extension of State Authority' to 'Strengthening Inclusive State-Society Relations' », *Stability: International Journal of Security and Development*, vol. 4 n° 1, p. 1-13

DIEHL, Paul (1998). « Peacekeeping Operations and the Quest for Peace », *Political Science Quarterly*, vol. 103, n° 3, p. 485-507

DIEHL, Paul (2008). *Peace Operations*, Cambridge, Malden MA: Polity, 197 p.

DONAIS, Timothy (2009). « Empowerment or Imposition ? Dilemmas of Local Ownership in Post-Conflict Peacebuilding Processes », *Peace & Change*, vol. 34 n° 1, p. 3-26.

DOYLE, Michael et Nicholas SAMBANIS (2000). « International Peacebuilding: A Theoretical and Quantitative Analysis », *American Political Science Review*, vol. 94, n° 4, p. 779 – 801

DUFFEY, Tamara (2000). « Cultural Issues in Contemporary Peacekeeping », *International Peacekeeping*, vol. 7 n° 1, p. 142-168

EDIS, Richard (1995). « Mozambique's successful peace process: An insider's View », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 9, n° 2, p. 5-21

ENGLEBERT, Pierre et TULL, Denis (2013). « Contestation, négociation et résistance: L'État congolais au quotidien », *Politique africaine* vol. 1, n° 129, p. 5-22.

ETEME ETEME, Simon Pierre et al. 2008 « Les inondations d'août 2005 à Bangui : Catastrophe naturelle ou action humanitaire ? » dans MBONDA, Ernest-Marie, *L'action humanitaire en Afrique : lieux et enjeux*, Paris : Archives contemporaines; Montréal : Agence universitaire de la francophonie, 182p.

EVANS-KENT, Bronwyn et BLEIKER, Roland Bleiker (2003). « NGOs and Reconstructing Civil Society in Bosnia and Herzegovina », *International Peacekeeping*, vol. 10, n°1, p. 103 -119.

GAGNON, Yves-Chantal (2012). *L'étude de cas comme méthode de recherche*, Québec Que. : Presses de l'Université du Québec, 2e éd. 123 p.

GAJDA, Rebecca (2004). « Utilizing Collaboration Theory to Evaluate Strategic Alliances », *American Journal of Evaluation*, vol. 25, n° 1, p. 65–77

GENTILI, Anna Maria (2013). « Lessons Learned from the Mozambican Peace Process », *Istituto Affari Internazionali, IAI WORKING PAPERS* vol. 13, n° 4, p. 1-19

GRAY, Barbara (1989). *Collaborating: finding common ground for multiparty problems*, San Francisco: Jossey – Bass, 329 p.

HELLMULLER, Sara. (2013). « The Power of Perceptions: Localizing International Peacebuilding Approaches », *International Peacekeeping*, vol. 20, n° 2, p. 219-232

HUGON, Philippe (2009). « Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains », *Hérodote*, vol. 3, p. 63-79.

JACKSON, Richard (2005). « International War, International Mediation, and Non-Official Diplomacy : Lessons from Mozambique », *The Journal of Conflict Studies*, vol. 25, n° 1, p. 153-176

JARSTAD, Anna et Timothy, SISK (2008). « Introduction », dans JARSTAD, Anna et Timothy, SISK (ed.) *From war to Democracy : Dilemmas of peacebuilding*, Cambridge : Cambridge University Press, 290 p.

JETT, Dennis (1995). « Cementing democracy: In Mozambique », *South African Journal of International Affairs*, vol. 3, n° 2, p. 1-12

JOHN, Anthony Wanis-St., et KEW, (2008). « Civil Society and Peace Negotiations: Confronting Exclusion », *International Negotiation*, vol 13, p. 11-36

KABEMBA, Claude (2004). Perspectives on the role of key stakeholders in the DRC's political transition. EISA Occasional Paper Number 26.

KALULAMBI-PONGO, Martin (2001). *Transition et conflits politiques au Congo Kinshasa*, Paris : Karthala, 366p.

KEEN, David (2000). « War and peace: what's the difference? », *International Peacekeeping*, vol. 7, n° 4, p. 1-22.

LECA, Jean (2003). « De la lumière sur la société civile ». *Critique internationale*, vol.4, n° 21, p. 62-72.

LEDERACH, Angela (2015). « Mothers at the Tree of Frustration : Locating Healing in Liberia », dans MAUREEN P. Flaherty et al. *Gender and Peacebuilding : All Hands Required*, Lanham, Maryland : Lexington Books, 446 p.

LINHARD, Dominique et de BELLAING, Cédric Moreau (2013). « Ni guerre, ni paix », *Politix*, n° 4, p. 7-23

LOUBET del BAYLE, Jean-Louis (2000). *Initiation aux méthodes des sciences sociales*. Paris-Montréal: L'Harmattan, 272 p.

MALAN, Mark et Jakkie, CELLIERS, (2001). *Peacekeeping in the DRC, MONUC and the Road to Peace*. Pretoria, South Africa: Institute for Security Studies.

BAGALWA, M., Jules (2009). « La société civile face à la guerre au Kivu/RDC, 1996-2002 »

NAIDOO, Sagaren (1999). « Rebels without a pause: Diplomacy in the DRC conflict », *South African Journal of International Affairs*, vol. 6, n°2, p. 155-162

NAIDOO, Sagaren (2000). « The Role of track two diplomacy in the Democratic Republic of Congo Conflict », *African Journal on Conflict Resolution*, Vol 1, n°2, p. 85-104

PARIS, Roland (2003). « Peacekeeping and the Constraints of Global Culture Relations », *European Journal of International*, Vol.9, n° 3, p. 441–473

PARIS, Roland (2004). *At War's End: Building Peace after Civil Conflict*, Cambridge : Cambridge University Press, 289 p.

PLOQUIN, Jean-François (2001). « Dialogue intercongolais : la société civile au pied du mur », *Politique africaine*, vol. 4, n° 84, p. 136-146.

POULIGNY, Béatrice (1999). « Peacekeepers and Local Social Actors: The Need for Dynamic, Cross-Cultural Analysis », *Global Governance*, vol. 5, n°. 4 p. 403- 424

POULIGNY, Béatrice (2006). *Peace Operations Seen from Below*, London: Hurst & Co., 295 p.

PRUNIER, Gérard (2007). *From genocide to continental war: the 'Congolese' conflict and the crisis of contemporary Africa*, London: Hurst, 529p.

RAMARAJAN et al. (2004). « The Relationship Between Peacekeepers and NGO Workers: The Role of Training and Conflict Management Styles in International Peacekeeping », *International Journal of Conflict Management*, vol. 15, n° 2, p. 167 – 191

RUBINSTEIN, Robert (2008). *Peacekeeping under Fire: Culture and Intervention*, Boulder : Paradigm Publishers, 204 p.

RUPIYA, Martin (1998). « Historical Context : War and Peace In Mozambique » *An International Review of Peace Initiatives*, issue 3, p. 10-17

SADIKI, Koko (2011a). «From Conflict to Ever-Eluding Peace», *Peace Review: A Journal of Social Justice*, vol. 23, n° 2, p. 139-143

SADIKI, Koko (2011b). «MONUC and the quest for peace in the Democratic Republic of Congo: assessment of a peacekeeping mission », *African Security Review*, vol. 20, n° 2, p. 29-41

SADIKI, Koko (2016). « The role of civil society in conflict resolution in the Democratic Republic of the Congo, 1998–2006: An appraisal », *African Journal on Conflict Resolution*, vol.16, n°1, p. 111-137

SANGUIN, André-Louis (2014). « Les opérations de maintien de la paix des Nations unies, une géographie politique appliquée », *Espace Politique*, vol. 23, n° 2, p. 3 – 25

SCHAEFER, Christoph Daniel (2010). « Local Practices and Normative Frameworks in Peacebuilding », *International Peacekeeping*, vol. 4, n° 17, p. 499-514.

SCHIA, Niel Nagelhus et al. (2013). What people think does matter: Understanding and integrating local perceptions into UN peacekeeping, p. 1-4.

SENGULANE, Dinis, et Jaime Pedro, GONÇALVES (1998). « A Calling for Peace: Christian Leaders and the Quest for Reconciliation in Mozambique », *An International Review of Peace Initiatives*, issue 3, p. 26-33

SERAPIAO, Luis Benjamim. (2004). « The Catholic Church and Conflict Resolution in Mozambique's Post-Colonial Conflict, 1977-1992 », *Journal of Church and State*, vol. 46 n°2, p. 365-387

SIMONS, Claudia et Franzisca, ZANKER (2014). « Questioning the Local in Peacebuilding », *Adaptation and*. Paper Presented at the Conference “New Frontiers of Peacebuilding”, (at: www.spp1448.de/fileadmin/media/projects/Power_Sharing/SimonsZanker_Questioning_the_Local_in_Peacebuilding.pdf).

TALENTINO, Andrea. Kathryn (2007). « Perceptions of peacebuilding : The dynamic of imposer and imposed upon », *International Studies Perspectives*, vol. 2 n° 8, p. 152-171

TRIPP, Mari Aili (2015). « Liberia: The Power in Fighting for Peace » dans TRIPP, Mari Aili, *Women and Power in Postconflict Africa*, Cambridge : Cambridge University Press, 315 p.

TURNER, Thomas (2007). *The Congo Wars: Conflict, Myth and Reality*, London; New York: Zed books Ltd, 243p.

VINES, Alex (2013). « Renamo's Rise and Decline: The Politics of Reintegration in

Mozambique », *International Peacekeeping*, vol. 20, n° 3, p. 375-393

VINES, Alex et Ken, WILSON (1995). « Churches and the Peace Process in Mozambique » dans GIFFORD, Paul, (ed.), *The Christian Churches and Africa's Democratisation*, E.J. Brill : Leiden, Netherlands ; New York ; KOLN, p. 301

VINES, Alex et WILSON, Ken, (1995). « Churches and the Peace Process in Mozambique ». Dans GIFFORD, Paul (ed). *The Christian Churches and the Democratization of Africa*, Leiden, NY : E.J Brill, 301 p.

VIRCOULON, Thierry (2005). « Ambiguïtés de l'intervention internationale en République démocratique du Congo », *Politique africaine*, vol. 2, n° 98, p. 79-95

WALTER, Barbara, (1999). « Designing Transitions from Civil War : Democratization and Commitments to Peace », *International Security*, vol. 24, n°1, p. 127-155

WEIR, E.A et HUNT, C. (2012). DR Congo: Support community-based tools for MONUSCO, *Refugees International : Field report*.

WHITMAN, Shelly (2006). « Women and peace-building in the Democratic Republic of the Congo: An assessment of their role in the Inter-Congolese dialogue », *African Journal on Conflict Resolution*, vol.6, n°1, p. 29 - 48

ZANKER, Franzisca. (2013). « Legitimate representation in mediation processes: Civil society involvement in Liberia and Kenya », *Mediation Arguments*, n°1, p. 1-20.

ZARTMAN, William and BERMAN, Maureen (1982). *The Practical Negotiator*, New Haven : Yale University Press, 1982, 250 p.

Autres sources

Accord de cessez-le-feu en République démocratique du Congo, dit accord de Lusaka

http://democratie.francophonie.org/IMG/pdf/Accords_cessez_le_feu_Lusaka.pdf

Accord global et inclusif sur la transition en RDC

<http://democratie.francophonie.org/IMG/pdf/VII.1.pdf>

Armed Conflict Location and Events Data Project, donnée consulté en ligne, le 01 Mars, 2017 à l'URL « <http://www.acleddata.com/visuals/maps/dynamic-maps/> »

AYORINDA Michael, « RD Congo la république MONUSCO » *Afrique Magazine*, <http://www.afriquemagazine.com/cplus/article/rd-congo-la-republique-monusco/1/60/311>, publié le 14/04/14, consulté le 20/04/14

EKIYOR, Thelmas (2008) « Le rôle de la société civile dans la prévention des conflits : les expériences ouest-africaines » West Africa Civil Society Institute, Accra (Ghana)

BOKER, T., et al (6 mai, 2016) « Mozambique's Invisible Civil War », *Foreign Policy*, [en ligne]. [<http://foreignpolicy.com/2016/05/06/mozambiques-invisible-civil-war-renamo-frelimo-dhlakama-nyusi/>]. (Consulté le 10-01-2017)

LOUW-VAUDRAN, Liesl (19 février, 2016). «Peace in Mozambique threatened by resurgence of Renamo violence », *African News and Analysis*, [en ligne]. [<https://africajournalismtheworld.com/2016/02/19/peace-in-mozambique-threatened-by-resurgence-of-renamo-violence/>]. (Consulté le 10-01-2017)

ONU, « Fiche technique des opérations de maintien de la paix de l'ONU », Sept. 2014

ONU, « Fiche technique des opérations de maintien de la paix de l'ONU », Avril 2016

ONU résolution 1234 du 9 avril 1999 ou S/RES/1234 (1999) 9 April 1999

MANNING, Carrie, (jeudi, 21 janvier, 2016). « Political Tension Threaten Mozambique's Tenuous Peace », *World Politics review*, [en ligne]. [<http://www.worldpoliticsreview.com/articles/17725/political-tensions-threaten-mozambique-s-tenuous-peace>]. (Consulté le 10-01-2017).

SIBONGILE, Gida et LUCEY, Amanda (10, dec. 2013). « Civil war is unlikely but the country remains a fragile post-conflict state that still needs to address several factors that continue to cause violence », *Institute for Security Studies*, [en ligne]. [<https://www.issafrica.org/iss-today/mozambique-an-incomplete-peacebuilding-process>]. (Consulté le 10-01-2016)